N°011 • Janvier - Février - Mars 2016

Les Echos du PNDP

Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

La 3e Phase, enfin !

Ministère des Finances
www.minfi.gov.cm

PNDP
Programme National de Développement Participatif
www.pndp.org

Projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des Communes du Cameroun, pour la Transparence budgétaire et fiscale à travers le progiciel SIM_ba

Meilleure Pratique OGP GIFT Fiscal Openness Working Group

SIM_ba

Avec l'appui technique de

aimf
www.aimf.asso.fr

AfroLeadership
www.afroleadership.org

Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu'une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l'égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l'avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (...)

Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation le 31 décembre 2006.

Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Louis Paul Motaze
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

SOMMAIRE

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Kamdem Souop, Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot Elomo, Stéphan Kapto, Rostand Embolo, Sylvestre Chegue, Augustin Bitchick, Hamadou Ousman, Palestine Mbarga, Perrier Fouelefack, Elangwe Peter.

Adamaoua :
Nana Maadjou

Centre :
Thomas Ongon, Willy Azebaze, Lea Ngantche

Est :
Claudine Ashetkuemun

Extrême-Nord :
Antoine Degem

Littoral :
Olivier Herman Bekack, Sophie Babouma, Nathalie Eyong

Nord :
Mohamadou Ousmaïla

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo, Pascal Kolo

Ouest :
Boniface Megouo, Nzuno Elisabeth, Martin Sakam, Adeline Nga

Sud :
Florent Hugues Bessala

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem, Alexandre Atangana, Estelle Mbala

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC
BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663

26 42 Dossier
SIM_ba
La dynamique prend corps dans les communes

24 25 Invité
Elisabeth HUYBENS
Directrice des Opérations de la Banque mondiale au Cameroun

EDITORIAL 06
Ce qui change avec la 3ème Phase du PNDP
The changes that will come with the PNDP 3 07

ESPACE MINEPAT 08
Accélération de la croissance : le MINEPAT fixe le cap pour l'année 2016 08
Voeux 2016 : le Ministre prescrit efficacité et efficience 09

ACTUALITES 10
PNDP III : l'Accord de crédit IDA signé 10
PNDP III : la Directrice Pays de la Banque mondiale dans l'Adamaoua 11
Projet COLB : le PNDP aux côtés d'AfroLeadership 12

Budgets locaux : l'information au plus près des citoyens 13
HIMO-PNDP : l'AFD en supervision dans l'Extrême-Nord 14
Performance : le PNDP prépare son SIG 16

PNDP EN CHIFFRES 17
Etat de mise en oeuvre du PNDP en 2015

FOCUS 18
Couverture territoriale : cap sur les communes d'arrondissement

Innovation : gouvernance et redevabilité au menu 19
Solutions endogènes : appropriation par les bénéficiaires 20
Production : impulser une économie locale 21
Compétition : les communes évaluées sur deux guichets différents 21

NOS PARTENAIRES EN BREF 22
Partenariat stratégique AIMF - UE : les Autorités locales de la CEMAC réunis à Yaoundé

NOUVELLES DES RÉGIONS 42
Centre - Marchés des travaux : le PNDP forme les contrôleurs et prestataires 42
Le PNDP outille les communes 43
Centre : PNDP actualise le progiciel Pro-ADP 43
Littoral : le PNDP-Littoral suit les microprojets 44
Littoral : PNDP assists Dibombari Council's community dialogue 44
JIF 2016 : le PNDP-Ouest joue sa partition 45
PCD : le PNDP-Ouest fait le suivi 45
North West - Local economy : PNDP support to Mbengwi, Santa and Njinikom Councils 46
South West : Market Management Commission members trained 46
SIM_ba skills assessed in Dikome Balue and Tombel 46

Editorial

Ce qui change avec la 3e phase du PNDP

Par Marie Madeleine Nga

Au commencement était la volonté politique de promouvoir le développement du Cameroun par une participation active des populations bénéficiaires. Puis vint le Programme National de Développement Participatif (PNDP), mis en place par le Gouvernement, avec l'aide de la communauté des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux.

Conçu en trois phases de quatre ans chacune, ce Programme s'est affirmé, au bout de onze ans, comme un important outil de mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), notamment de l'axe dédié au « développement local de la stratégie du développement du secteur rural ». Le tableau de belles réalisations qu'il affiche aux quatre vents, en porte témoignage.

Sans prétention aucune à l'exhaustivité, 329 Plans Communaux de Développement (PCD) ont été élaborés. Opérationnel et efficace, ce précieux outil de pilotage et de planification à l'échelle communale a permis d'identifier et de cofinancer dans les 10 régions du pays, plus de 4000 microprojets. Selon différentes évaluations indépendantes, ces microprojets ont induit les impacts suivants : 314 700 personnes ont accès à l'eau grâce à la création ou à la réhabilitation de plus de 467 points d'eau ; 250 000 personnes ont accès à l'électricité grâce à l'électrification de plus de 50 localités ; 166 000 élèves étudient dans de meilleures conditions grâce à la construction de plus de 274 salles de classe ; 95 000 personnes ont accès aux structures sanitaires grâce à la construction et à l'équipement de 32 centres de santé intégrés ; 125 000 personnes ont été désenclavées et réparties dans 100 villages grâce à l'aménagement de 160 km de pistes rurales et de 80 ouvrages de franchissement (ponts, ponceaux, dalots).

De toute évidence, le PCD qui est organisé autour de 29 secteurs « assimilés » aux différents départements ministériels, offre la matière première issue d'un travail participatif à la base, pour le processus de transfert de compétences initié dans le cadre de la décentralisation.

Dans le souci de ne pas trop en dire, le bilan des deux premières phases du PNDP eut pu tout autant consigner à son actif d'autres réalisations significatives. Mais le temps est à la prospective. Qu'allons-nous faire du PNDP 3 négocié et obtenu par le Gouvernement avec les facilités et les faveurs qu'offre la reconnaissance d'un travail bien fait, en synergie avec l'ensemble des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux ?

La cérémonie de signature de cet important accord de financement de 42 milliards de francs CFA a eu lieu le 03 février 2016, à Yaoundé, entre le MINEPAT,

Louis Paul Motaze, et la Directrice des opérations de la Banque Mondiale au Cameroun, Elisabeth Huybens.

En quelques mots, le PNDP 3 va poursuivre l'appui aux politiques et objectifs du Gouvernement en matière de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, de Stratégie de Développement Rural et de Politique de décentralisation. Il s'agira de renforcer la gestion des finances publiques locales ainsi que les processus participatifs de développement au sein des communes en vue de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité.

Mais, avec le PNDP 3, la palette des bénéficiaires est plus large. Aux 329 communes déjà couvertes s'ajoutent 31 nouvelles communes d'arrondissement. Les autres parties prenantes, notamment les élus (Sénateurs, députés), les administrations publiques, les organisations de la société civile, bénéficieront d'un renforcement des capacités leur permettant d'assurer un appui approprié aux communes pour jouer efficacement leur rôle de moteur de développement local. D'autres bénéficiaires du Programme incluent les instances de pilotage de la décentralisation et de contrôle de la gestion des communes, notamment le CND, le CISL, le CONAFIL, le Trésor Public, le CONSUPE, la Chambre des Comptes de la Cour Suprême, ainsi que leurs démembrements.

D'un même élan et d'un seul cœur, repartons du bon pied à la conquête des espaces territoriaux à développer dans notre pays, pour hâter l'autonomie de gestion à laquelle convie la politique nationale de décentralisation.

Bonne lecture. ◆

The changes that will come with PNDP 3

By Marie Madeleine Nga

Firstly, there was the political will to promote Cameroon's development by actively engaging or involving the beneficiary populations. This resolution was followed by the advent of the National Community-Driven Development Program (PNDP), set up by the government with the support of the multilateral and bilateral donor community.

The program, conceived in three phases of four years each, has proven to be a significant tool in the implementation of the Growth and Employment Strategy Paper (GESP) in its last decade, especially in the area of "grassroots formulation of the rural development strategy". The praiseworthy accomplishments that the Program has recorded across the nation since it has been launched are pointed to its importance.

Without being exhaustive, 329 Communal Development Plans have been crafted. Fully operational and effective, this precious steering and planning tool at the municipal level helped identify and jointly bankroll more than 4,000 small-scale projects in the country's ten regions. Various independent assessments indicate that these initiatives have had the following impacts: 314,700 people have access to potable water thanks to the building or renovation of more than 467 water points; 250,000 people have access to electricity thanks to the linking of more than 50 communities to the national power grid; 166,000 children now study in better conditions thanks to the construction of more than 274 classrooms; 95,000 people are now delivered better health services thanks to the building and furnishing of 32 integrated health centres; 100 villages were made less remote thanks to the construction of 160 kilometres of rural roads and 80 bridges, thus coming to the succour of 125,000 people.

From every indication, the Communal Development Plan, whose organization revolves around 29 sectors linked to different ministries, offers raw material produced by citizen participation at the grassroots, for the transfer of competences initiated in the decentralization process.

In order not to harp extensively on inroads PNDP has made, it will suffice to say the first two phases of the Program have resulted in other equally significant achievements. The future is what is of capital importance now. What will we do with PNDP 3, that the government negotiated and obtained, with the incentives and favours that come with the acknowledgement that follows work that is adequately done, in line with all the bilateral and multilateral funding bodies?

Mr. Louis Paul Motaze, the Minister of Economy, Planning and Regional Development and Mrs. Elisabeth

Huybens, Country Director of the World Bank in Cameroon, signed this important agreement amounting to 42 billion FCFA, on the 3rd day of february 2016, during a ceremony here in Yaounde. Basically, PNDP 3 will carry on with supporting government's policies and objectives in line with the Growth and Employment Strategy, the Rural Development Strategy and the Decentralization Policy. This will entail bolstering the management of local public finance as well as participatory development processes within municipalities in view of guaranteeing the provision of sustainable and quality socio-economic infrastructure and services.

Again, the number of beneficiaries will increase with PNDP 3. 31 new municipalities will be added to 329 with who the Program has already been working. Other stakeholders, especially elected officials (senators and parliamentarians), public administrators and the civil society will see their capacities strengthened so that they can help communities appropriately fulfill their role as engines of local development. Other beneficiaries of this phase of the Program will include bodies charged with steering decentralization and overseeing communal governance, notably the National Decentralization Council, the Interministerial Commission on Local Institutions, the National Commission on Local Finance, the Treasury, the Supreme State Audit, the Audit Bench, and their affiliates.

In the same vein, let us set out on a good footing, with unique doggedness, to conquer areas in our country that need to be developed, in order to attain autonomous governance that the national decentralization policy preaches.

Happy reading ◆

Accélération de la croissance

Le MINEPAT fixe le cap pour l'année 2016

Au cours de sa traditionnelle conférence annuelle, Louis Paul Motaze a fixé les grandes lignes de l'action du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à l'heure de la relance économique.

En réunissant ses collaborateurs le 27 janvier 2016 au Palais des Congrès de Yaoundé, à l'occasion de la conférence annuelle des services centraux et extérieurs du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Louis Paul Motaze entendait édifier sur les attentes du Gouvernement. L'objectif de la rencontre étant de déterminer les axes permettant d'assurer que les actions de l'ensemble des acteurs économiques convergent vers la réalisation des objectifs de développement.

Au cours de cette assise, il a été question de réfléchir sur un thème central « *Contribution du MINEPAT à la coordination de l'action du Gouvernement en matière de politique économique et d'aménagement du territoire* ». Autour de ce thème, quatre sous thèmes : Stratégie de développement, de planification et d'aménagement du territoire: enjeux, défis et perspectives ; Défis de la coordination de l'action gouvernementale pour une amélioration de l'efficacité économique ; Rationalisation de la mobilisation des financements pour le développement : apport des financements extérieurs ; Coordination de l'action économique dans les services déconcentrés : le rôle du MINEPAT.

Les différents sous thèmes ont eu entre autres pour finalité, de définir les voies d'amélioration de l'efficacité des programmes économiques et de poser le diagnostic de la trajectoire des engagements extérieurs. A la suite des échanges denses, fructueux, constructifs et instructifs, de nombreuses recommandations ont été formulées. Elles vont de l'élaboration/actualisation des stratégies sectorielles en cours, à la poursuite des actions engagées en faveur de la mise en place d'une structure en charge de la maturation des projets d'investissement publics. Ceci en passant par : l'accélération de l'élaboration des outils d'aménagement du territoire pour les rendre disponibles en 2017 ; la mise en place d'un système de comptabilisation de la consommation des autorisations d'engagement pour en faire des priorités des budgets futurs. Il faudra aussi procéder à l'harmonisation des interventions des partenaires au développement; la mise en place d'un dispositif de gestion des risques liés au retard de décaissement des fonds extérieurs; la plus grande implication des Communes dans la mobilisation des financements extérieurs pour le désengorgement des services centraux par un accompagnement institutionnel.

En somme, c'est un plan de déploiement adossé à une stratégie efficiente qui a ainsi été défini. L'intérêt du Ministre pour des actions fortes, gage de réussite, s'est aussi lu dans l'atelier d'échanges avec les Responsables des services déconcentrés qui s'est tenu la veille, 26 janvier 2016, à l'hôtel la Falaise de Yaoundé sous la supervision du Secrétaire général, Jean Tchoffo. Le but était d'évaluer l'état de mise en œuvre des programmes du triennat 2013-2015, afin d'en tirer les leçons, et assurer l'appropriation par les responsables des services déconcentrés, du cadre stratégique des programmes du MINEPAT pour le triennat 2016-2018. ◆

Vœux 2016

Le Ministre prescrit efficacité et efficience

Louis Paul Motaze a engagé son personnel a plus de fermeté, de pragmatisme lors de la cérémonie de présentation de voeux le 26 janvier 2016 au Palais des Congrès.

C'est dans une posture verbale empreinte de fermeté, de pragmatisme et d'engagement que Louis Paul Motaze, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) s'est adressé à l'assistance lors de la cérémonie qui s'est déroulée le 26 janvier 2016, au Palais des Congrès de Yaoundé.

La cérémonie fut colorée, chatoyante et ponctuée par la remise des distinctions honorifiques et des cadeaux aux personnels admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

C'est par l'énumération des défis majeurs qui interpellent le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, que le Ministre débutera son propos. Notamment la détermination des axes d'une plus grande diversification de l'économie afin d'atténuer les effets des chocs exogènes, le renforcement de la place du secteur privé comme moteur de la croissance, la densification du suivi de la préparation et de l'exécution des grands projets, la poursuite de la mobilisation des financements, en vue d'accroître l'offre infrastructurelle dans tous les secteurs de l'économie nationale, la poursuite de la mise en œuvre du Plan Triennal d'Urgence pour l'Accélération de la Croissance. Il invitera l'assistance à *« tomber d'accord au préalable sur la situation économique du Cameroun »*. Une situation qui a été évoquée par le Chef de l'Etat, lors de son discours à la Nation le 31 décembre 2015 et qui peut se caractériser par une espèce de résilience, et donc la faculté à essayer de supporter les chocs qui frappent l'économie camerounaise. Louis Paul Motaze a convié ses collaborateurs à travailler ardemment à la relance de l'activité économique. Celle-ci devant passer, non pas par la relance de la consommation, qui nécessite un certain nombre de conditions, mais par la relance de l'investissement. Or l'Etat qui est lancé dans de grands projets structurants, est confronté à la diminution du cours des matières premières qu'il vend et au financement d'une guerre qu'il n'a pas voulu. Cela impacte forcément sur les ressources publiques. Celles-ci diminuant, il y a à craindre « *que mathématiquement l'investissement public diminue* ». De ce fait, parler de relance de l'activité économique par l'investissement suppose donc d'explorer à fond l'investissement privé.

L'annonce d'une plus grande autonomisation des services déconcentrés réjouira les délégués régionaux et départementaux. Car, dira le Ministre *« ce sont les responsables des services déconcentrés qui sont les mieux placés pour dire que tel agent économique dans tel secteur ou telle filière, peut jouer un rôle important pour la relance de l'activité»*.

Louis Paul Motaze fera aussi un développement sur l'action du MINEPAT pour l'amélioration du solde de la balance commerciale, à travers les filières porteuses, notamment avec les Accords de Partenariat Economiques (APE) qui arrivent et qui sont toujours perçus sous un angle négatif. Or ceux-ci nous donnent la possibilité d'exporter vers l'Europe sans droits de douane. Plutôt que de n'y voir que l'ensevelissement des entreprises nationales, il faut trouver les moyens d'être compétitifs en accompagnant fortement le secteur privé. C'est sur ces quelques notes, non exhaustives que le Ministre recevra, avec le Ministre Délégué, Yaouba Abdoulaye, les Vœux de nouvel an 2016 de l'assistance. ◆

PNDP III

L'Accord de crédit IDA signé

Sobriété, rapidité et solennité sont les maîtres mots qui résument la cérémonie du 03 février 2016 au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT).

L'acte de naissance officiel de la phase III a été dressé à l'occasion de la signature de l'Accord de financement partiel de la troisième phase du Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Suite au décret d'habilitation n°2016/021 du 19 janvier 2016, du Président de la République, Son Excellence Paul Biya, le Ministre Louis Paul Motaze et la Directrice des Opérations de la Banque Mondiale, Elisabeth Huybens ont paraphé l'Accord de crédit d'un montant de 70 millions de dollars, soit environ 42 milliards de Francs CFA.

La cérémonie, brève, aura été marquée par les allocutions du Ministre et de la Directrice des Opérations. Celle-ci soulignera, à grands traits, que les deux premières phases du Programme se sont clôturées avec des résultats très satisfaisants. Satisfecit identique pour le Ministre qui dira que : « *ce nouvel accord, qui vient s'ajouter aux deux précédents, marque une étape décisive dans le processus de transfert par l'Etat de certaines compétences, notamment en matière d'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et ce, pour une meilleure appropriation du processus de développement de notre pays au niveau local* ». On retiendra également de son allocution que des résultats majeurs et importants ont été obtenus au cours des deux premières phases. Fait notable à souligner, la troisième phase qui s'enclenche devrait octroyer pas moins de 42% des financements à la région de l'Extrême-Nord.

Le PNDP entre par cet acte dans sa troisième phase qui, en plus d'être une phase de pérennisation des acquis, couvrira l'ensemble des communes du pays, y compris les 31 communes d'arrondissement non encore couvertes. Entre autres défis, il s'agira, de poser les jalons d'une économie locale, densifier les investissements, améliorer le contrôle citoyen de l'action publique locale et poursuivre l'amélioration de la gestion budgétaire et comptable des communes camerounaises. ◆

PNDP III

La Directrice Pays de la Banque mondiale dans l'Adamaoua

Sept mois après son arrivée au Cameroun, Elisabeth Huybens, Directrice des Opérations de la Banque mondiale au Cameroun, a effectué une visite des réalisations du PNDP dans la région de l'Adamaoua du 22 au 24 février 2016.

Cette mission survient alors qu'elle a signé le 03 février 2016 avec le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), tutelle du PNDP, l'Accord de crédit portant sur le financement partiel de la troisième phase du Programme sur fonds IDA.

Au cours de cette visite, Elisabeth Huybens a présenté l'objet de son séjour au gouverneur de la région de l'Adamaoua, Kildagui Taguiéké Boukar; puis elle est descendue le 22 février 2016 dans la commune d'arrondissement de Ngaoundéré 1er. Accueillie par le conseil municipal conduit par le maire Salihou Bobbo, elle a pris la mesure des réalisations effectuées par le PNDP dans cette collectivité. Ensuite elle est allée voir un dalot construit sur le Mayo Taparé, ainsi que la piste rurale qui relie le quartier Bamyanga au village Marza et qui a été réhabilitée par les soins du PNDP.

Le 23 février 2016, elle s'est rendue dans la commune de Ngan Ha, à 97 km de Ngaoundéré. Avec le sous-préfet Youssoufa, elle a parcouru trois sites du village Wamé Grand où les échanges ont permis à la Directrice de se faire une idée exacte de la satisfaction des bénéficiaires. Il s'agit, entre autres, d'un magasin de stockage des produits agricoles, d'un hangar de 36 boutiques au marché central, d'un bâtiment de 02 salles de classes équipées de 60 tables-bancs à l'école publique de la localité. Chacun des ouvrages sus-cités est équipé d'un bloc de 02 latrines.

La mission s'est achevée par une réunion de concertation avec les partenaires locaux de mise en œuvre du PNDP dans l'Adamaoua, notamment les sectoriels, les prestataires, certains maires et des cadres communaux. L'un des points forts de la rencontre a été la mise en lien, de manière plus marquée, des Plans Communaux de Développement et du Budget d'Investissement Public (BIP) préparé par le MINEPAT, en l'occurrence pour la région de l'Adamaoua par le Délégué Régional, Auberlain Mbelessa.

Pour rappel, le PNDP appuie les efforts du Gouvernement visant à améliorer les opportunités et les conditions de vie des populations. Notamment avec l'amélioration de l'offre en services socio-économiques de base aux communautés et le renforcement du processus de décentralisation en cours. Ceci afin d'accroître l'aptitude des Collectivités Territoriales Décentralisées à assumer les missions de promotion du développement local y compris celles de planification.◆

Projet COLB

Le PNDP aux côtés d'AfroLeadership

Marie Madeleine Nga, a présidé le 10 mars 2016 l'atelier de lancement officiel du projet « Cameroon Open Local Budgets » (COLB).

En présence du Directeur de la Comptabilité Publique, Serge Abouem et de la Présidente de la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile (PLANOSCAM), Christine Andela, une quarantaine de participants et une vingtaine de journalistes ont pris part à cette cérémonie qui a aussi vu la participation de plusieurs ministères et partenaires au développement, notamment la Banque mondiale et l'Union européenne.

Ce projet porté par l'organisation de la société civile AfroLeadership vise à contribuer à la transparence et la lutte contre la corruption à travers l'Open Data dans les communes. Pour ce faire, elle collectera les budgets primitifs et les comptes administratifs des communes, puis, avant leur analyse et mise en ligne, elle traitera les données collectées et les mettra au format Open Spending.

En ciblant le Parlement, les communes, la société civile et les médias, le projet entend améliorer la compréhension que ces différents acteurs ont des données budgétaires produites par les communes. A terme, les journalistes et les organisations de la société devraient être des relais d'informations ainsi collectées et publiées auprès des populations à la base, donnant par là l'occasion d'accroître la pression populaire sur les exécutifs municipaux pour plus de redevabilité.

Un calendrier des ateliers de formation et de restitution des résultats du projet pour le compte de l'exercice 2016 sera disponible en avril prochain. ◆

Budgets locaux

L'information au plus près des citoyens

C'est dans la dynamique de promotion de la transparence budgétaire et de lutte contre la corruption par l'ouverture et la publication des données que l'ONG AfroLeadership se lance dans l'animation technique de la plateforme Open Spending et de l'école des données Open Data.

Le projet de l'ONG AfroLeadership, comme le dira Charlie Martial Ngounou, chargé de projet et Expert SIM_ba au Cameroun, se nourrit du projet SIM_ba et a un ancrage réglementaire et juridique avec la loi N°2009/011 du 10 juillet 2009 portant régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées. Cette loi énonce en son article 49, la possibilité pour tout habitant ou contribuable de consulter le budget approuvé de la Collectivité. L'alinéa 3 de l'article 95 lui, donne la possibilité à tout contribuable ou habitant de demander communication, à ses frais, d'une copie totale ou partielle du compte administratif et de ses annexes. C'est sur la base de ces articles que le projet Open Data Spending s'appuie. Il s'agira aussi de travailler à collecter les données pour les publier sur Open Data avec l'appui du partenaire Open Knowledge.

Pour Serge Abouem, le chantier de la transparence, de la sincérité et de la fiabilité de comptes publics locaux nécessite une adaptation aux nouveaux paradigmes. Il rappellera les mesures prises au niveau du ministère des Finances dans ce sens et notamment l'accent mis sur les formations. Dans le même sens, Marie Madeleine Nga dira que l'arbre de la décentralisation ne tiendra que par ses racines. L'une d'elles étant la transparence et la redevabilité au niveau local. Le PNDP accompagne cette initiative d'ouverture des données dans la continuité du projet SIM_ba qui vise la modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des communes camerounaises.

Ont pris part à cette cérémonie d'ouverture le 10 mars 2016, le Directeur de la Comptabilité Publique au ministère des Finances, Serge Abouem à Boul, le Coordonnateur National du PNDP, Marie Madeleine Nga, qu'entouraient les partenaires au développement, notamment la Banque mondiale, la GIZ et les organisations de la société civile. ◆

HIMO-PNDP

L'AFD en supervision dans l'Extrême-Nord

Hervé Conan, Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) au Cameroun, a effectué du 03 au 05 février 2016 une visite de travail dans la région de l'Extrême-Nord.

Au menu de son séjour, une rencontre avec les maires, l'Ong international d'accompagnement et les prestataires impliqués dans la mise en œuvre de l'opération à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) dans le cadre du PNDP. Le Directeur de l'AFD a également effectué une visite dans les communes de Moutourwa et Guidiguis, département du Mayo Kani. A la première étape, il a pris la mesure des premiers travaux effectués par le prestataire retenu pour la construction de 5 km de route entre les villages Mougoudou et Damaï. Dans la deuxième commune, il a visité le chantier de construction d'une mare artificielle et d'un forage à énergie solaire à Mandaïgoum.

A ce jour, la phase pilote de l'opération HIMO du PNDP est lancée depuis le 03 novembre 2015 et est prévue pour un montant de 3,2 milliards de FCFA. Elle s'exécute dans les communes de Bourha, Gobo, Guidiguis, Hina, MINDIF, Moutourwa, Pétté, Wina, Kaélé, Kar Hay, Mokolo et Maroua 1er. Pour rappel, l'opération HIMO du PNDP vise à promouvoir le développement de l'économie locale des communes cibles. Ceci à travers la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques issus du Programme de Développement et d'Aménagement du Territoire (PRODAT). Il s'agit aussi de contribuer à l'insertion des jeunes désœuvrés par la création d'emplois durables dans la partie septentrionale du Cameroun marquée par la sévérité du climat et l'insécurité engendrées par les attaques terroristes.

En marge de sa mission de supervision, Hervé Conan a pris part au Comité de pilotage du programme d'Appui à la Sécurisation et à la gestion Intégrée des Ressources Agropastorales (ASGIRAP). ◆

Réactions

Hervé Conan

Directeur de l'AFD-Cameroun

« Le projet va recruter 2 500 jeunes dans les 11 communes pilotes ».

L'orientation de nos projets à l'Extrême Nord, dans le sens de l'implémentation des projets à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO), correspond à une démarche que nous avons choisie de lancer avec le PNDP il y a plusieurs mois en faveur du Programme d'aménagement du territoire. Donc ces travaux réalisés avec les communes, sous une approche HIMO sont d'une importance prioritaire. On va faire un travail de qualité, on va accompagner les jeunes et l'enjeu qu'on a sur les 11 communes pilotes c'est d'embaucher 2500 jeunes.

Frédéric Bandon

Coordonnateur Technique en Charge des Infrastructures, PNDP

«La pérennité de l'ouvrage repose sur un entretien manuel régulier.»

Nous avons un forage sur lequel il y aura un certain nombre d'ouvrages annexes. Nous aurons des canaux d'amener d'eau qui vont permettre d'écouler l'eau vers le bassin de décantation. Un bassin de retention d'eau, avec deux abreuvoirs autour sera également construit pour le bétail. Les garanties pour la pérennité de l'ouvrage dépendent de l'entretien.

David Banmou

Maire de Guidiguis

« L'ouvrage facilitera l'accès à l'eau pour les populations et leur bétail. »

Je profite de l'occasion pour exprimer toute la gratitude de la commune de Guidiguis qui est toujours confrontée au problème d'eau. Avec cette réalisation, nous sommes sûrs qu'un ensemble de problèmes seront réglés. L'eau servira non seulement pour les animaux mais aussi pour la population. C'est une manne qui est tombée du ciel.

Martine Frana

2e Adjointe au Maire de Guidiguis

« Merci de nous avoir donné cette mare pour nos animaux »

Je remercie le projet HIMO pour cette aide qui nous a été donnée pour nos animaux, parce que nous avons beaucoup de problèmes d'eau dans notre localité.

Roger Kueté

Prestataire

« L'approche HIMO est fiable »

L'approche HIMO est fiable. Comme tout chantier, elle obéit au même mécanisme de contrôle en matière de qualité. Nous avons par le passé à travers l'approche HIMO, construit la route Brasseries-Akonolinga-Village Nyom. Les quatre kilomètres réalisés sont toujours en bon état.

Bagamla Minkréo

Président du Comité de gestion

« Chacun apportera sa contribution financière pour l'entretien de l'ouvrage »

Nous allons prendre des dispositions à la fin de la construction de notre mare, pour que chacun apporte sa contribution financière pour l'entretien de l'ouvrage. En cas de panne, on prendra l'argent dans les caisses pour dépanner la pompe. Dans le cas où la panne nécessite plus d'argent, on ira voir le maire pour solliciter son appui.

Moussa Hamidou

Président du comité de suivi de la route

« Notre route était impraticable entre juin et septembre, chaque année »

Je remercie le partenaire du projet et je remercie la commune de Moutourwa qui a choisi notre localité. Nous sommes très satisfaits. Par le passé durant les mois de juin à septembre, on ne pouvait pas se déplacer facilement à cause de l'enclavement. Nous allons mettre des moyens pour entretenir notre route.

Calvin Lemo Léon

Travailleur pressenti

« L'approche HIMO va donner les emplois aux jeunes »

Je remercie les autorités de la commune de Moutourwa pour avoir choisi l'approche HIMO pour que les jeunes aient aussi de l'emploi. Ça va nous aider à construire nos vies et en plus, à réaliser le projet nous-mêmes.

Woumine

Travailleur pressenti

« Le projet va améliorer notre formation ».

Nous sommes contents de cette aide. Et dans notre entreprise, plusieurs jeunes vont travailler. Ce projet va aussi nous pousser à évoluer dans la formation pour faire les concours et pour faire le commerce.

Performance

Le PNDP prépare son SIG

Les cadres de la Cellule nationale de coordination du PNDP se sont réunis du 29 février au 06 mars 2016 à Kribi à l'effet de prendre ample connaissance du Système Intégré de Gestion (SIG) développé par une équipe de développeurs du cabinet Universal Consulting conduite par Hubal Mfumtchum.

Les travaux ont été ouverts par Marie Madeleine Nga, le Coordonnateur National du PNDP. Elle a eu à rappeler à ses collaborateurs, de la Cellule Nationale de Coordination réunis à cet effet, les enjeux de la réussite du projet. A l'équipe de développeurs, elle a souligné l'importance que revêt cet outil de gestion qui devrait être disponible pour le début officiel de la troisième phase du PNDP en mai 2016.

Après six jours de travaux, les parties ont convenu de se revoir pour un atelier de formation et de tests de la version améliorée qui prendra en compte les observations faites au cours de la rencontre de Kribi. Un exercice qui précédera le déploiement en grandeur nature du SIG dans les 11 sites du Programme, à savoir la Cellule nationale et les 10 Cellules régionales. ◆

Coordination

De nouveaux Coordonnateurs régionaux au PNDP

Les Cellules Régionales de Coordination de l'Est et de l'Extrême-Nord sont dirigées par de nouvelles personnes. A l'Est, Claudine Ashetkuemun, a été désignée Coordonnatrice Régionale a.i. le 04 février 2016, tandis que dans l'Extrême Nord, Antoine Degem a été installé Coordonnateur Régional a.i. le 23 février dernier. Mme Ashetkuemun était précédemment Comptable Régional de l'Est (2010-2016) tandis que M. Degem était Cadre chargé des Infrastructures de la CRC Nord (2004-2012). Ils remplacent respectivement Solange Bindang à l'Est et Albert Nguedam à l'Extrême-Nord, partis vers d'autres horizons professionnels. ◆

Claudine Ashetkuemun

Mme « Ashet » comme on l'appelle est, depuis le mois de février 2016, la nouvelle Coordonnatrice de la Cellule Régionale PNDP-Est. Une promotion dans l'environnement de travail qu'elle a participé à mettre en place dès 2010, année d'extension de l'action du Programme dans cette région. Son expérience entre 2003 et 2009 s'est bâtie à la Sonara et au Pipeline Project. À 39 ans, cette mère de quatre enfants est titulaire d'une maîtrise en Finance et Contrôle de gestion obtenue en 2004 à l'Institut Africain de Management de Dakar.

Antoine Degem Wewala

A 55 ans, le nouveau Coordonnateur de la région de l'Extrême-Nord est sur une terre où l'attendent de nouveaux défis. Il en est à sa 12ème année au sein du PNDP. Ses premiers pas ont débuté dans la région du Nord dès le lancement de cette Cellule Régionale de Coordination en 2004. Il avait dû gérer les tout premiers microprojets du PNDP : le projet de construction de la maternité de Lougere à Guider et la réhabilitation de salles de classes à l'école publique de Djougui à Figuil. Cet ancien de l'ex-MINAGRI (1986-2000) et du Programme d'Appui aux populations de Lagdo (PAPLO) a le profil de l'emploi.

Etat de mise en oeuvre du PNDP en 2015

Sa mise en œuvre au cours de l'année 2015 s'arrime à son objectif de développement, à la nature de chacune de ses trois composantes et au plan de couverture établi au début de la deuxième phase. Les tableaux suivants font un condensé statistique de certaines activités du Programme, notamment l'élaboration des PCD, la situation des études de faisabilité et des agents communaux. Une présentation plus détaillée est disponible dans le rapport d'activités de l'année 2015.

Tableau 1: situation du processus d'élaboration/actualisation des PCD

Niveau avancement de la planification		Région										Total
		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Actualisation	31/12/2015	17	45	23	0	0	14	0	30	19	0	148
	30/09/2015	17	45	23	0	0	14	0	30	19	0	148
Elaboration	31/12/2015	4	19	24	31	23	7	31	10	6	25	180
	30/09/2015	4	19	24	31	23	7	31	10	6	25	180
Total	31/12/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
	30/09/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328

Les données d'activités (tableau 2) montrent que des microprojets agricoles sont passés à l'étape de réalisation après la validation de leurs études de faisabilité par le COMES, portant ainsi leur nombre de 771 au 3ème trimestre 2015 à 705 au 4ème trimestre.

Tableau 2: situation des études de faisabilité

Nature du microprojet		Région										Total
		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Agricole	31/12/2015	2	326	28	146	35	0	10	126	11	21	705
	30/09/2015	22	345	83	156	49	9	53	30	3	21	771
Classique	31/12/2015	1	16	21	12	25	0	25	58	11	137	306
	30/09/2015	87	0	64	12	32	44	25	155	0	137	556
Total	31/12/2015	3	342	49	158	60	0	35	184	22	158	1011
	30/09/2015	109	345	147	168	81	53	78	185	3	158	1327

Sur les 656 postes d'agents communaux à pourvoir à raison de 2 par commune, seuls 597 sont pourvus au 31 décembre 2015 contre 570 au 30 septembre 2015 (*voir tableau 3*). Cette hausse traduit l'effort entrepris pour pourvoir les postes vacants qui s'établissent désormais à 59 (33 pour les agents financiers et 26 pour les agents techniques).

Tableau 3 : répartition des agents communaux selon la fonction et la région

Fonction du cadre communal		Région										Total
		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	
Financier	31/12/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
	30/09/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Technique	31/12/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
	30/09/2015	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328
Total postes	31/12/2015	42	128	94	62	46	42	62	80	50	50	656
	30/09/2015	42	128	94	62	46	42	62	80	50	50	656
Total postes pourvus	31/12/2015	38	113	89	59	46	38	59	73	40	42	597
	30/09/2015	38	106	84	54	36	36	60	71	39	46	570

Au 4ème trimestre 2015, 215 agents communaux sont contractualisés contre 201 au dernier trimestre 2014.

***Source** : Données d'activités des CRC au 31 décembre 2015*

Enjeux, défis et innovations du PNDP III

Couverture territoriale : Cap sur les communes d'arrondissement

Le gouvernement a décidé d'accroître le déploiement du PNDP, au-delà de sa vocation rurale, par l'extension de son action à l'ensemble des communes camerounaises.

Les revendications des communes d'arrondissement ont été entendues. Pendant des années, elles ont demandé à bénéficier elles aussi des interventions du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dont les financements sont des allocations et non des prêts.

Ce qui semblait être une injustice relève désormais du passé : 31 communes d'arrondissement (cf. Tableau ci-joint) vont rejoindre les 329 qui étaient déjà couvertes par le PNDP dans les 10 régions du pays. En atteste l'Arrêté n°010/CAB/PM du 19 janvier 2016 portant réorganisation du cadre institutionnel d'exécution du PNDP qui cite le Manuel d'exécution du PNDP 3. Il y est décrit le mode opératoire du Programme, notamment en son article 13 qui stipule que la mise en œuvre des activités du Programme sur le territoire se fera à travers des allocations accordées aux communes, dans le respect des conditions du manuel d'exécution.

Cette disposition vient résoudre un problème qui se posait déjà avec acuité dans les communes d'arrondissement lorsqu'elles se tournaient vers des acteurs majeurs du processus de décentralisation, tels que le Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) ou encore les partenaires au développement et la diaspora. En effet, l'outil phare d'intervention du PNDP dans une commune est le Plan Communal de Développement (PCD), un instrument de pilotage de nos municipalités, mais aussi de négociation avec divers partenaires.

Les PCD des communes d'arrondissement auront la particularité d'être élaborés selon une méthodologie différente de celle jusque-là utilisée dans les communes situées en zone rurale. Car il faut mettre en cohérence le PCD d'une commune d'arrondissement donnée avec les outils de planification de l'échelon supérieur qu'est la Communauté Urbaine à laquelle elle est territorialement rattachée.

C'est justement pour anticiper cette difficulté que le PNDP a, dès l'amorce de la fin de la deuxième phase, mis en œuvre à titre pilote une approche d'élaboration des PCD des communes d'arrondissement de Maroua, en bonne entente avec la Communauté Urbaine de la même ville et le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU).

Tableau des 31 communes d'arrondissement à couvrir pendant le PNDP 3

REGIONS	COMMUNES
Centre	Yaoundé 1
	Yaoundé 3
	Yaoundé 4
	Yaoundé 5
	Yaoundé 6
Est	Bertoua 1
	Bertoua 2
	Bertoua 3
Littoral	Douala 1
	Douala 2
	Douala 3
	Douala 4
	Douala 5
	Douala 6
	Nkongsamba 1
	Nkongsamba 2
	Nkongsamba 3
	Edéa 1
	Edéa 2
Nord-Ouest	Bamenda 1
	Bamenda 2
	Bamenda 3
Sud	Ebolowa 1
	Ebolowa 1
	Kribi 1
	Kribi 2
Sud-Ouest	Limbe 1
	Limbe 2
	Limbe 3
	Kumba 1
	Kumba 2
	Kumba 3

Il est à noter aussi que, ces 31 communes profiteront directement des investissements réalisés à travers l'appui au développement local d'une part, des activités d'appui aux communes dans le cadre du processus de décentralisation, y compris le renforcement de leurs capacités d'autre part. ◆

Enjeux, défis et innovations du PNDP III

Innovation : Gouvernance et redevabilité au menu

Au cours du PNDP III, un accent sera mis sur les actions amorcées en deuxième phase et qui visent un management amélioré des municipalités.

La 3ème phase (2016-2020) du Programme National de Développement Participatif (PNDP) est la dernière qui avait été envisagée en 2004 au moment de lancer cet outil gouvernemental d'accompagnement de la décentralisation. Elle fait suite aux phases d'initiation (2004-2009) et d'extension (2010-2015).

Certes, en troisième phase, il y aura toujours le co-financement des microprojets identifiés de manière participative, le renforcement des capacités techniques (planification, passation des marchés, suivi-évaluation, aspects socio-environnementaux, entretien et maintenance des ouvrages, etc.) et opérationnelles (contribution à la mise à disposition des moyens humains et matériels, etc.) ou encore la mise en œuvre du Plan de Développement des Peuples Pygmées (PDPP). De même, plusieurs chantiers se poursuivront. L'informatisation des municipalités avec le progiciel SIM_ba à travers le projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des communes. Se poursuivra également le déploiement du Progiciel d'Aide au Développement Participatif (Pro_ADP). Les opérations REDD+, Radios Communautaires et HIMO dans le cadre du Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT) seront menées convenablement. Non sans oublier le mécanisme de contrôle citoyen SCORECARD.

Mais il faut noter que cette phase dite de consolidation des acquis qui s'ouvre comporte un certain nombre d'innovations à la fois sur la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi et sur la Stratégie de Développement Rural. Avec la première, il va être question, entre autres, de développer les infrastructures socio-économiques de base d'une manière durable sur le plan environnemental et promouvoir l'intégration des groupes vulnérables dans l'économie. En lien avec la seconde, il faudra développer la production agricole, financer le développement rural et préserver les forêts et l'environnement.

Par ailleurs, la promotion de la démocratie locale, de la bonne gouvernance et de la redevabilité permettra d'atteindre les résultats en matière de politique de décentralisation. ◆

Enjeux, défis et innovations du PNDP III

Solutions endogènes : Appropriation par les bénéficiaires

Le développement local intégral passe par une plus grande implémentation des solutions à apporter par les bénéficiaires et qui impactent autant que les interventions externes.

Le PNDP est un important outil de mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi au Cameroun, notamment à travers l'axe développement local de la stratégie du développement du secteur rural.

Les deux premières phases du Programme ont déjà été mises en œuvre avec l'appui, outre des financements d'origine interne (PPTE, BIP), de la Banque mondiale, d'un don de la KfW et de l'AFD, dans le cadre de la remise de la dette bilatérale avec la France. Ces financements ont contribué à la mise en œuvre de la première phase dans six régions (Adamaoua, Centre, Nord, Ouest, Sud et Extrême – Nord). Les ressources KfW étant exclusivement réservées à l'Extrême-Nord. A la faveur de la deuxième phase, les dix régions du pays ont été couvertes. Par ailleurs, le Programme a bénéficié au cours de sa première phase, des financements additionnels pour des opérations spécifiques. Il s'agit de la gestion durable des terres, à travers le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et d'un Don Japonais pour la gestion des plantes médicinales.

Avec les fonds du Crédit IDA et ceux de l'AFD, dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), le PNDP 2 a pu atteindre de manière satisfaisante les différents indicateurs déclencheurs de phase qui lui étaient assignés. Ainsi les projets de lois et décrets sur la décentralisation préparés pendant la première phase du projet, ont été adoptés et promulgués pour ouvrir la voie à l'amélioration de la fiscalité locale. Au moins 90% des communes appuyées par le projet ont réalisé les investissements prioritaires inscrits dans leurs Plans Communaux de Développement (PCD) et leurs budgets ; la satisfaction des bénéficiaires de l'action publique locale a été mesurée à travers le « SCORECARD» dans 10 communes ; la Charte de la Déconcentration a été élaborée et est en instance de validation.

Le financement du développement local s'appuie principalement sur la mobilisation des fonds propres. Pour le PNDP 2, la clôture du Crédit IDA a eu lieu le 30 novembre 2013, tandis que celle des fonds du deuxième C2D se situe en mars 2016. On sait aussi à quel moment s'arrêteront les fonds du PNDP 3. Or, il y a une inconnue qui constitue un défi: la capacité des populations à la base à financer leur propre développement.

Le développement participatif ne portera mieux son nom qu'au cours de la troisième phase du PNDP. En effet, après l'exercice de planification effectué de manière participative avec la mobilisation des différentes couches sociologiques (hommes, femmes, jeunes) et professionnelles qui composent la population communale, une plus grande place sera faite aux solutions endogènes.

Les solutions endogènes sont celles que les populations elles-mêmes peuvent apporter aux problèmes qu'elles ont identifiées de manière participative pendant l'exercice de planification. Le suivi de la mise en oeuvre des solutions endogènes doit être assuré par le comité de concertation mis sur pied lors de l'élaboration du PCD. Des villages ont montré en deuxième phase à quel point ils s'étaient appropriés les solutions identifiées. C'est ainsi que certains ont pu réaliser sans grands efforts financiers, mais seulement avec la mobilisation populaire de la force physique, des travaux qui semblaient difficiles à financer. Il est désormais question de passer à l'échelle, dans chaque commune, et sur l'ensemble du pays. ◆

Enjeux, défis et innovations du PNDP III

Production : impulser une économie locale

L'implication des municipalités dans les initiatives de regroupement des producteurs de leur territoire, notamment les RELESS, devrait être très prononcée au cours du PNDP 3.

L'objectif de développement du PNDP dans sa troisième phase, est de renforcer la gestion des finances publiques locales ainsi que les processus participatifs de développement au sein des communes en vue de garantir la fourniture des infrastructures et des services socio-économiques durables et de qualité.

A cet effet, les indicateurs clés de résultats retenus sont les suivants : (a) La proportion (pourcentage) des projets communaux du Budget d'Investissement Public (BIP) issus des Plans Communaux de Développement (PCD) ; (b) La proportion des communes ayant soumis leurs états financiers à la Chambre des Comptes ; (c) le pourcentage des microprojets pour lesquels un mécanisme d'entretien et de maintenance est mis en place ; (d) le pourcentage des bénéficiaires qui pensent que les investissements (microprojets) reflètent leurs besoins ; (e) Les nouvelles communes d'arrondissement (31) qui ont élaboré un PCD de qualité jugé acceptable par la Banque mondiale ; (f) Le nombre de bénéficiaires directs (dont le pourcentage de femmes).

C'est dire combien, outre les questions managériales, les communes doivent remplir une autre mission qui est celle de l'épanouissement socio-économique de leurs populations. A ce titre, elles doivent créer les conditions propices à l'exercice de toutes sortes d'activités pouvant générer des richesses et des emplois sur leur territoire. Le PNDP entend les y accompagner. C'est en anticipant sur cette préoccupation qu'il s'est intéressé, dès sa deuxième phase, aux activités des Regroupements Locaux d'Economie Sociale et Solidaire (RELESS).

D'ailleurs, la deuxième phase du PNDP s'est achevée avec sa participation, en novembre 2015 à Chamonix (France), au 7ème Forum international des dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), encore appelé le Davos de l'ESS. Cette participation fait suite à des séances de travail et des descentes sur le terrain qui ont permis de mesurer l'importance des regroupements de producteurs d'un territoire donné en coopératives spécialisées dans un secteur précis qui peut aller du gardiennage à l'agriculture en passant par les pompes funèbres, la route ou encore la santé et l'habitat. ◆

Compétition : les communes évaluées sur deux guichets différents

Afin de créer une certaine émulation dans les communes, le PNDP 3 proposera un guichet performance en plus de son habituel guichet équité.

La troisième phase du PNDP permettra de consolider les acquis des deux premières phases dans toutes les communes des dix régions et poursuivre l'accompagnement du processus de transfert des ressources concomitamment au transfert des compétences. La transformation du Programme en un dispositif public pérenne est un des enjeux majeurs pour le Gouvernement en vue de capitaliser les acquis des différentes phases.
A titre indicatif, ces acquis peuvent être organisés autour des axes ci-après: d'abord, en matière de mobilisation des populations et de planification à la base, par l'appui des communes à l'élaboration des outils de planification du développement et d'aménagement du territoire, en vue d'une cohérence entre plusieurs niveaux (communal, régional et national). Ensuite, en matière de développement de l'économie locale, par des études socio-économiques et la mise en œuvre des interventions visant à l'amélioration et à l'harmonisation du développement économique des communes. De même, en matière d'appui à la maîtrise d'ouvrage, par la contribution à la maturation, au co-financement et au suivi de la mise en œuvre des microprojets issus des Plans Communaux de Développement. En matière de renforcement des capacités, la formation, l'information, l'appui-conseil et l'accompagnement des différents acteurs impliqués dans le développement des communes, en liaison avec les administrations concernées. Enfin, en matière de gouvernance locale, l'identification, la capitalisation et la promotion des bonnes pratiques au sein des communes.

Dans ces conditions, il devient nécessaire de ne plus aborder le financement des communes seulement sous l'angle de l'équité, base essentielle qui a prévalu au cours des deux premières phases du PNDP. Désormais, les communes seront mises en compétition sur la base de la performance. Les critères utilisés comprendront notamment le niveau d'appropriation par la commune de la démarche promue par le PNDP, l'étendue de la commune (population, superficie, nombre de villages), le dynamisme local, la gouvernance locale, le niveau de sécurité et de vulnérabilité, le niveau de pauvreté et la nature de la commune (commune d'arrondissement ou non). ◆

Partenariat stratégique AIMF - UE

Les Autorités locales de la CEMAC réunies à Yaoundé

La première Conférence des maires de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC) s'est tenue du 15 au 16 janvier 2016 à Yaoundé avec le soutien de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et de l'Union européenne.

La rencontre ouverte à Yaoundé par René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation s'articulait autour de deux thématiques : « autonomie financière » et « vivre ensemble » dans les villes de Bangui, Douala, Pointe-Noire, Libreville, N'Djaména. La conférence de Yaoundé s'inscrit dans le cadre du Partenariat stratégique signé entre l'AIMF et la Commission de l'Union Européenne en 2015. Il est question à travers le Partenariat, de soutenir les Autorités locales et leurs associations (nationales et régionales) des pays partenaires de l'Union européenne pour qu'elles améliorent leurs compétences et qu'elles contribuent aux processus de décision politique au niveau national, régional et mondial en y intégrant les enjeux qui leur sont propres.

Le Partenariat 2015-2020 contribuera aussi à renforcer et structurer les Associations sous régionales d'Autorités locales qui vont relayer les positions de leurs membres au niveau national et régional. C'est à ce titre que la 1ère Conférence des maires de la CEMAC avait pour enjeu immédiat la sensibilisation des acteurs sur la nécessité d'une meilleure prise en compte des préoccupations et avis des Autorités locales dans la définition des politiques publiques qui impactent la planification et le financement du développement local.

La Conférence a été organisée en présence de Françoise Collet, Cheffe de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun, Pierre Baillet, Secrétaire permanent de l'AIMF, Gilbert Tsimi Evouna, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé et Fritz Ntonè Ntonè, Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Douala. ◆

Réactions

Françoise Collet

Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Cameroun

« Nous supportons les Collectivités qui font preuve de transparence »

Nous nous réjouissons d'accompagner la première Conférence des Maires d'Afrique Centrale. Nous finançons ce type d'activités partout dans le monde. Pour nous c'est très important, car la décentralisation est au cœur du développement. Le développement local, inclusif, durable passe par les autorités locales en concertation avec les autorités nationales et les populations. L'autonomie des Collectivités est de la responsabilité du gouvernement et non de l'Union européenne. Mais dans ce contexte, nous supportons les Collectivités à condition qu'elles fassent preuve de transparence et de discipline budgétaire et financière.

Pierre Baillet

Secrétaire permanent AIMF

« On ne peut rien faire tant que les villes n'auront pas ce degré d'autonomie »

Nous devons d'abord nous féliciter de la tenue de cette réunion qui est la première du genre en Afrique centrale. Ça a été un challenge, ce n'était pas évident de réussir. Tout le monde a compris qu'il y avait des thèmes importants que les maires devaient porter à savoir le vivre ensemble d'un côté et l'autonomisation de l'autre. On ne peut rien faire tant que les villes n'auront pas ce degré d'autonomie, de capacité financière pour améliorer le vivre ensemble et le lien social. C'est cette cohérence-là qui a bien été montrée ici à Yaoundé et tout le monde l'a compris et c'est véritablement un succès.

Yacinthe Wodobode

Maire de Bangui (RCA)

« Il nous faut une structure pour faire entendre notre voix en Afrique Centrale »

Les thèmes qui nous ont réunis et notamment le vivre ensemble, qui est une thématique qui a toute sa valeur trouve, toute son importance dans le monde et particulièrement au niveau de notre sous région Afrique centrale. Au cours de cette rencontre, nous avons examiné les nouvelles approches et stratégies pour enrichir les précédentes, de manière à créer un environnement propice à ce que les populations se reconnaissent dans les réglementations, des dispositions telles que l'amélioration de l'adressage et également à travers la bonne gouvernance. Car ce sont les villes qui sont les meilleurs indicateurs de l'épanouissement d'un pays.

Ali Haroun

Maire de N'djamena (Tchad)

« Il nous faut une organisation des maires dans la zone CEMAC »

Nous nous réjouissons d'avoir abordé de telles thématiques au cours de cette rencontre et notamment la question de l'Adressage qui en plus d'être un élément important pour les ressources de la Commune, comporte un volet social important pour les populations, car il facilite le repérage, la circulation des ambulances, des véhicules de sapeurs pompiers, etc. Un autre thème important, c'est celui du vivre ensemble. Nous avons vécu des moments difficiles au Tchad, comme vous le savez en tant que voisins. Aujourd'hui nous sommes en paix, le 28 novembre de chaque année, toutes les confessions religieuses se retrouvent à la Place de la Nation grâce au Président Deby. C'est une occasion de discuter, d'échanger de consolider la paix pour qu'il y ait le moins de difficultés entre les citoyens d'un pays.

Rose Christiane Ossouka Raponda

Maire de Libreville (Gabon)

« Nos villes aspirent toutes à l'émergence »

Nous nous retrouvons ici grâce à l'AIMF et l'Union Européenne pour débattre des thématiques très importantes telles que l'autonomie financière et administrative des Collectivités Territoriales Décentralisées, le vivre ensemble et l'adressage. Il s'agissait également d'envisager la mise en place d'un cadre de rencontres entre les villes capitales d'Afrique centrale afin qu'elles puissent s'arrimer pour développer des projets intégrateurs pour le bien des populations. Nous sommes des villes qui aspirons à l'émergence, au modernisme. Il faudrait qu'on s'arrime aux normes internationales. Le développement doit venir de la base et c'est cela l'objectif de nos rencontres dans un cadre de solidarité, d'échanges entre les collègues Maires d'Afrique centrale.

« Dans cette nouvelle phase du PNDP, l'enveloppe a été doublée, afin de pouvoir faire un ciblage particulier sur les régions les plus vulnérables et ainsi avoir un impact plus grand sur la lutte contre la pauvreté... »

Elisabeth Huybens

Directrice des Opérations de la Banque mondiale au Cameroun

“ Le PNDP est un bon outil pour accompagner le développement local participatif ”

Madame la Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun, le Gabon, la RCA, voilà 8 mois que vous êtes au Cameroun.Quel regard portez-vous sur la décentralisation et le développement local au Cameroun ?

En effet, je suis au Cameroun depuis le mois de juillet et autant que j'ai pu le constater, le processus de décentralisation avance doucement mais sûrement. Par exemple, le fait qu'entre les élections de 2007 et celle de 2013, 70% des effectifs des conseils communaux ont été renouvelés, témoigne d'une vitalité démocratique locale. Un autre aspect est que les conseillers municipaux se professionnalisent progressivement à travers des formations, soutenus notamment par le PNDP.

Toutefois, il reste des défis à relever: (i) la confiance des citoyens en leurs élus locaux est encore faible (cf. Afrobarometer dans Fragility Assessment) (ii) la prévisibilité des transferts budgétaires du gouvernement aux communes, pourrait être davantage améliorée (iii) les préférences des populations exprimées dans les Plans Communaux de Développement (PCD) ne correspondent pas encore systématiquement aux investissements que les ministères sectoriels délèguent aux communes (iv) la traçabilité et la transparence dans la gestion financière des communes est en cours d'amélioration (seul 10% des communes environ envoient leurs comptes administratifs et de gestion à la Chambre des Comptes).

Depuis le lancement du PNDP en 2004, la Banque mondiale appuie considérablement le gouvernement camerounais dans le chantier du développement local. Quelle estimation pouvez-vous faire de votre implication, en tant que bailleur, dans ce domaine ?

Le Gouvernement a mis en place le PNDP I et II. La Banque mondiale apporte un appui financier depuis 2004 et l'assistance technique dans sa mise en œuvre. Notre implication en tant que bailleur est importante et a permis des réalisations qui ont changé la vie de plusieurs centaines de milliers de personnes. Avec le PNDP III, qui s'accompagne d'une enveloppe de 70 millions de dollars US, nous aurons la possibilité de consolider les acquis des phases précédentes et d'étendre l'appui à la décentralisation aux 31 communes d'arrondissement restantes. A la fin de cette dernière phase, toutes les 360 communes du Cameroun seront couvertes.

On a pu observer le doublement de l'enveloppe IDA en 2e phase du PNDP, avec une augmentation tout aussi significative de l'enveloppe des autres bailleurs, en l'occurrence l'AFD, mais aussi l'accord du Conseil d'Administration de la Banque Mondiale pour le financement de la troisième phase du PNDP. Est-ce que les vocables fierté et satisfaction sont ceux que la Banque pourrait accoler au PNDP ?

Oui, satisfaction est certainement un terme qui pourrait être utilisé par rapport aux résultats du projet PNDP. Le PNDP est un bon outil pour accompagner un développement local participatif. Le doublement correspond aussi à une volonté d'investir en particulier dans les régions les plus vulnérables du Cameroun (Est, Adamaoua, Nord, Extrême-Nord) qui subissent non seulement un stress interne (davantage de pauvreté, moins de services publics, changements climatiques) mais aussi externe (violences de Boko Haram, crise en RCA), avec comme conséquences le déplacement des populations et le ralentissement des activités économiques.

A la faveur de la signature de l'Accord de crédit pour le financement partiel du PNDP III, le 03 février 2016, vous avez effectué une mission sur le terrain. Quelles impressions en avez-vous tirées et quels échos vous parviennent des bénéficiaires ?

J'ai été ravie de ma visite de terrain à Ngaoundéré et ses environs. Celle-ci était d'ailleurs ma première dans l'Adamaoua. C'était important pour moi de voir comment ce projet impacte la vie des bénéficiaires et comment des microréalisations ouvrent des perspectives pour des populations qui trop souvent subissent, sans pouvoir rien faire, les inondations, l'absence des routes ou encore la rareté des denrées alimentaires due à un manque d'approvisionnement.

Quels sont les points d'amélioration, qui selon vous, devraient en 3e phase accroître les résultats du PNDP ?

Dans cette nouvelle phase du PNDP, l'enveloppe a été doublée afin de pouvoir faire un ciblage particulier sur les régions les plus vulnérables et ainsi avoir un impact plus grand sur la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de la préparation du budget, il faudrait dans la mesure du possible, que la planification du budget d'investissement au niveau central soit alignée avec le PCD, afin d'éviter des doublons tels que la construction de deux points d'eau dans la même localité. Enfin, il faudrait renforcer la transparence budgétaire locale et vulgariser le logiciel comptable SIM_ba dans toutes les communes.

Pensez-vous que le PNDP constitue l'impact le plus visible de votre engagement dans le développement local au Cameroun, voire en Afrique ? Si oui la démarche et les acquis du PNDP peuvent-ils être répliqués à d'autres échelles ou d'autres pays ?

Nous n'avons pas, au Cameroun, d'autres projets de développement local avec une telle couverture géographique et un tel impact. Le concept du PNDP est un bon concept et pourrait être répliqué dans d'autres pays. Mais les projets d'infrastructures, tels que le projet Lom Pangar et le projet CEMAC Transport ont eux aussi un impact très fort auprès des populations locales.

On sait que la Banque mondiale est très pointilleuse sur les questions de gouvernance. Comment comptez-vous appuyer davantage l'Etat camerounais pour l'amélioration de la gouvernance locale des Collectivités Territoriales Décentralisées, en considérant la démarche déjà engagée par le PNDP ?

A travers le projet PNDP, la question de la gouvernance est prise en compte. C'est la raison pour laquelle, certains mécanismes ont été mis en place à travers le projet : (i) l'implication des populations dans la planification (PCD), (ii) la traçabilité des finances publiques locales à travers le logiciel SIM_ba, (iii) le mécanisme de contrôle de l'action publique locale par la mesure de la satisfaction du service public à travers le SCORECARD et (iv) la transparence et la dissémination de l'information budgétaire de la commune pour les citoyens.

Dossier

SIM_ba : la dynamique prend corps dans les communes

L'objectif 50% en voie d'être atteint ?

Depuis 2012, le Programme National de Développement Participatif (PNDP), avec l'appui de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) implémente le progiciel SIM_ba dans les communes camerounaises. Les performances actualisées sont attendues en juin 2016.

En juin prochain, il sera possible de savoir jusqu'à quel point l'action menée sur le terrain par le PNDP avec l'accompagnement de l'Organisation de la société civile AfroLeadership a porté du fruit. En effet, au 31 mai 2016, un point sera fait avec la Chambre des Comptes de la Cour Suprême pour savoir si les communes ont déposé leurs comptes administratifs et de gestion, comme le commande la réglementation en vigueur. Au 31 mars 2016, elles sont supposées avoir toutes validé leurs comptes administratifs et de gestion de l'exercice écoulé. Au 30 avril 2016, les préfets sont supposés avoir approuvé ceux-ci pour transmission à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême.

Sachant que jusqu'en 2015, grief était fait aux communes de ne voir que 10% d'entre elles déposer effectivement leurs comptes administratifs et de gestion au 1er juin de chaque année, le PNDP s'est lancé dans un objectif ambitieux d'atteindre les 50% de dépôt.

Multipliant les ateliers trimestriels de consolidation des comptabilités communales, à l'échelle de chacune des régions, le PNDP s'assure en amont de l'utilisation de l'ordinateur offert aux communes, de l'installation du Progiciel et ses mises à jour, de la gestion des plaintes des utilisateurs en bonne entente avec les experts SIM_ba. ◆

Francis Lin Mathieu ESSONO, *TPG Yaoundé*

« Nous recevons 95% des synthèses des receveurs municipaux »

Avant SIM_ba, nous avions beaucoup de difficultés avec les recettes municipales, nous ne recevions pratiquement pas de situation périodique ici. Qu'il s'agisse des balances ou des autres documents périodiques qui doivent être déposés. Encore moins les comptes de gestion. Mais avec SIM_ba et le déploiement que le PNDP a fait en termes de formations des receveurs, nous notons un très grand changement. Les situations sont régulièrement transmises à notre niveau et la hiérarchie nous a d'ailleurs félicité pour ce travail. Je crois que c'est à mettre à l'actif de ce logiciel et des formations du PNDP. SIM_ba permet la production à temps du compte de gestion, ce qui n'est pas le cas de la plupart des logiciels jusque-là proposés aux communes. Toutes les recettes municipales, à l'exception de quatre ou cinq, nous envoient les états de synthèses, alors qu'avant c'était presque nul. La quasi-totalité des receveurs municipaux nous envoient leurs états de synthèses, ce qui nous situe ainsi à un taux de réception de 95%.

Ouest

SIM_ba porte l'ambition du maire de Fokoué

L'équipe de reportage qui se rend le 21 mars 2016 à la commune de Fokoué est frappée par le contraste entre cette commune d'apparence modeste, créée en 1962, et les résultats de l'équipe conduite par Paule Zamdjio épouse Demenou Tapamo, maire depuis 2013.

A peine avait-elle reçu l'équipe de reportage que le maire se lançait dans une présentation structurée, synthétique, aérée et détaillée de sa commune, située à l'extrême Sud-est du département de la Ménoua dans la Région de l'Ouest du Cameroun. Au menu des échanges qui suivront, le niveau de collaboration avec le Programme et des avantages du progiciel SIM_ba.

Qu'on en juge : à cette date, la commune a déjà tenu la session de validation de son compte administratif de l'année 2015. Si cela a été possible, c'est parce que SIM_ba a permi de le faire. Lorsque le budget est réalisé, SIM_ba permet en fin d'année d'agréger les chiffres. En 2014, la commune de Fokoué avait un compte administratif arrêté à la somme de 22 446 800 Fcfa. En 2016, le compte administratif de la commune de Fokoué est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 357 033 536 Fcfa. *« Si SIM_ba n'était pas là pour mettre tout cela en relief, pour nous permettre de travailler, ces données n'auraient pas été disponibles lors d'un reportage comme celui-ci »* nous rappelle Adrienne Paule Zamdjio. *« On vous aurait dit de repasser dans trois mois parce qu'on n'est pas encore prêt, on est dans les petits documents etc ».* L'agrégation de ces chiffres, a été un vrai casse-tête pour Adrienne Tapamo, au début de son mandat. Il y avait beaucoup d'erreurs qui ont depuis été corrigés grâce à la bonne implémentation du progiciel. Il est utile de préciser que la commune de Fokoué est la seule commune de la Menoua qui n'a pas de redressements fiscaux, car elle a la chance d'avoir une mairesse Inspecteur des impôts à la retraite dont la rigueur dans la gestion trouve en SIM_ba un logiciel de gestion exemplaire.

Adrienne Paule Zamdjio

Maire de Fokoué

« Avec SIM_ba, on peut avoir le compte administratif en un clic ».

SIM_ba a tout donné à la commune de Fokoué. On peut désormais avoir en un clic le compte administratif, le compte de gestion sur chiffres. Nous avons la possibilité, d'opérer des saisies au fur et à mesure et d'avoir la situation réelle de l'utilisation de nos lignes budgétaires, des engagements sur le budget, de l'évolution de nos dépenses. Bref, SIM_ba est un outil de pilotage pour nos communes en même temps qu'il permet d'avoir la transparence sur les actions menées au sein de la mairie. Nous avons été félicités par le Préfet de la Menoua pour la qualité des documents présentés lors du dernier conseil municipal.

Victor Jiokeng

Receveur Municipal, Commune de Fokoué

« Depuis 2015, nos contribuables sont répertoriés sur SIM_ba ».

SIM_ba nous permet de faire beaucoup de choses, de simplifier notre travail. Nous avons deux petits marchés, or si on recouvrait sans avoir un outil de suivi comme SIM_ba, il y aurait comme par le passé une grosse perte de temps et d'argent. Tous nos contribuables depuis l'année passée sont répertoriés sur SIM_ba. Nous avons ainsi la possibilité de savoir qui a payé et qui ne l'a pas encore fait.

Alphonse Ebodiam Nzie

Secrétaire Général, Commune de Fokoué

« Avec SIM_ba, la paperasse a disparu ».

Il a fallu se familiariser avec ce logiciel qui nous a tellement faciliter le travail. Nous avons élaboré notre compte administratif facilement. C'était comme la blague. Toutes les informations que j'ai pu demander à l'agent financier, il me les a fourni sans difficultés. La paperasse que nous trainions avec les certificats de dépenses et de recettes qui devaient être produits tous les mois par le receveur municipal, a disparu. Nous souhaitons que la formation aille au-delà des trois acteurs que sont le receveur municipal, le Cadre Communal Financier et le Secrétaire général. Je souhaite qu'on ajoute le caissier et la secrétaire du maire pour assurer la continuité du service en cas d'absence de l'un des acteurs.

Alain Michel Ndijeudjou N.

Cadre Communal Financier, Commune de Fokoué

« Difficile de jouer double jeu »

Par le passé, tout était pratiquement manuel, on avait des difficultés dans les calculs. Aujourd'hui tout est automatique avec SIM_ba. En un laps de temps on peut avoir tous les états financiers, la situation d'exécution du budget. SIM _ba donne la possibilité et la lisibilité pour engager la dépense et ne pas laisser les dépassements de crédits. Avec SIM_ba c'est difficile de jouer double jeu.

Ouest

Batié arpente le chemin de la gouvernance

Le Maire Gustave Youdoum voit comme une coïncidence significative deux faits marquants au sein de la mairie qu'il dirige.

L'arrivée au même moment du logiciel SIM_ba et d'un Receveur Municipal propre à la commune est une heureuse coïncidence. Comme il nous l'expliquera, la commune de Batié créée en 1995 était une petite commune qui avait un percepteur du trésor jouant le rôle de Receveur Municipal. Ce dernier n'était pas entièrement disponible pour la commune. L'installation du progiciel SIM_ba s'est donc faite concommittement à l'envoi par l'Etat d'un receveur, signe d'une nouvelle ère pour la commune.

Finies la gestion archaïque et l'absence d'une documentation permettant de suivre l'activité budgétaire et comptable de la commune. L'édile de Batié se dit satisfait de ce qu'il considère comme un formidable outil pour sortir tous les documents utiles et nécessaires.

Josias Kamgang, Cadre Communal Financier, considère qu'un pas important a été franchi à Batié avec l'implémentation de ce progiciel. La tenue de la comptabilité était jusque-là difficile. SIM_ba est installé alors que la mairie a déjà éprouvé les limites des applications Excel et Sage Saari, plus orientées vers les entreprises privées. Alors que SIM_ba est adapté aux communes. La collaboration entre le Secrétaire Général et le Receveur, trouble et agité pendant longtemps, est devenue meilleure. En 2011, les recettes propres étaient vraiment minimisées, la commune vivait uniquement sur les impôts soumis à péréquation, notamment les Centimes Additionnels Communaux (CAC). Le recouvrement des taxes a commencé ainsi qu'un meilleur suivi matérialisé par l'enregistrement quotidien des opérations dans SIM_ba. Ainsi, la taxe sur les produits de carrière a connu une amélioration du simple au double, les droits de place sur les marchés sont passés du simple au quintuple, la taxe d'hygiène et la location de chaises aussi. D'une façon générale, les recettes locales ont connu un gap important. A Batié, SIM_ba donne la possibilité de suivre la progression des recettes, de lire les évolutions, de savoir qui a payé quoi. ◆

Gustave Youdom

Maire de Batié

« Nous sommes satisfaits des productions de SIM_ba »

SIM_ba est un outil formidable qui nous a permis d'avoir des améliorations substantielles dans la qualité des documents produits. Nous sommes satisfaits de toute la production que ce logiciel permet de réaliser. Avant, je n'avais pas tous les éléments utiles à la fin de chaque mois. La plus grosse difficulté pour nous c'est que la recette municipale était ailleurs. Car les petites communes comme les nôtres avaient plutôt un percepteur du Trésor qui jouait le rôle de Receveur et ce dernier n'était pas à côté de nous. Ce qui fait que parfois, c'était très archaïque. Nous ne disposions d'aucun document à la fin de chaque mois. SIM_ba est arrivé au moment où l'Etat nous octroie un receveur municipal propre qui s'occupe des affaires de la commune. Batié a eu la chance de voir arriver deux bonnes choses au même moment SIM_ba et un nouveau Receveur.

David Tchieno

Secrétaire Général, Commune de Batié

« Nous allons nous pencher sur les nouvelles formes de mandat ».

L'avantage que nous avons c'est que, nous avons la situation réelle de la commune en recettes et en dépenses. Je pense qu'il faut se pencher sur la forme des bordereaux ou des mandats.

Honorine Jotsa Nguimfack

Receveur Municipal, Commune de Batié

« SIM_ba permet de découvrir les erreurs spontanément ».

SIM_ba vient changer la gestion de la comptabilité qui était manuelle et qui ne permettait pas qu'on s'accorde dans les chiffres. Avec le progiciel, s'il y a une erreur on la découvre pendant que nous travaillons. Cet outil nous aide par la possibilité d'extraction des états mensuels et annuels. A cette heure-ci, nous avons déjà sorti la balance de janvier et de février 2016. Celle de mars est en cours de confection. La difficulté principale est celle de la mise en réseau. Lorsque ce sera le cas, le travail sera plus aisé. Déjà, nous pouvons évaluer le pourcentage d'amélioration à 12% des recettes.

Josias Kamgang

Cadre Communal Financier, Commune de Batié

« Je ne pense pas qu'entre 2011 et 2014, on avait des comptes fiables ».

SIM_ba a été installé en 2014. Nous pouvons produire nos états en temps réel que ce soit chez l'ordonnateur et chez le receveur, toute la suite est simple jusqu'au paiement. A tout moment nous pouvons avoir nos états comptables. En 2011, il était difficile de produire la comptabilité. Je ne pense pas que de 2011 à 2014, il y ait eu un compte de gestion fiable au niveau de la commune. Avec SIM_ba, les comptes administratifs et de gestion sont disponibles désormais.

Ouest

La notion de contrôle de caisse assise à Bafoussam 1er

Lorsqu'on évoque les avantages du logiciel SIM_ba à la commune de Bafoussam 1er, les notions de facilité, fiabilité, respect des procédures sont celles qui reviennent constamment, pour cette commune créée en 2007 et qui s'étend sur 18 km² de zone urbaine et 73 km² de zone rurale.

Pour Sylvie Feumi, Cadre Communal Financier, SIM_ba apparaît comme la solution adaptée aux problèmes auxquels les communes ont longtemps fait face. La capacité du logiciel à pouvoir s'arrimer aux textes en vigueur et faciliter la gestion comptable est un point positif. Les certificats de recettes ou de dépenses dans SIM_ba sont à jour instantanément. Dès lors que la pièce de dépense ou l'ordre de recettes est encaissé ou payé, le certificat est automatiquement mis à jour. Avec SIM_ba, c'est effectivement ce qui est recouvré qui apparaît sur les états. Ça fait que l'ordonnateur peut en temps réel avoir un regard éclairé sur l'évolution de son budget. Autre point d'appréciation, et non des moindres, c'est la gestion de la caisse. Le cadre financier qui a la pleine confiance de l'ordonnateur et du receveur municipal estime que SIM_ba est venu ancrer la notion de contrôle de caisse extrêmement lacunaire jusque-là dans les communes. Les agents communaux étant habitués à gérer la caisse à qui mieux mieux, il a été difficile pendant longtemps de pouvoir obtenir la situation exacte de la caisse à la fin d'une journée. SIM_ba a presque obligé les gestionnaires et particulièrement les receveurs à avoir la situation exacte de la caisse. Les receveurs qui sont les comptables municipaux ont, avec SIM_ba, plus de facilité pour le suivi de la caisse. Ainsi à la fermeture de la caisse, le progiciel renseigne sur le solde disponible. Les utilisateurs rencontrés à la commune de Bafoussam 1er vont jusqu'à penser que SIM_ba pourrait exiger le billettage sans que ce soit un alourdissement des procédures.

Autre avantage de SIM_ba à Bafoussam 1er, c'est la possibilité offerte d'avoir une lisibilité et un suivi régulier des contribuables. Car une fois que toutes les données sont correctement saisies, on peut connaitre le type de contribuable par nature de recettes. C'est un gros avantage. A la fin d'un exercice on peut ainsi avoir la liste de tous ceux qui ont payés la taxe d'hygiène ou l'impôt libératoire pour ne prendre que celles-là. La taxe d'abattage par exemple ne dépassait pas 7 millions en 2011, alors qu'aujourd'hui elle est passée à plus de 11 millions de francs CFA. Idem pour la taxe d'hygiène qui est passée de moins de trois millions en 2011 à 31 millions en 2015. Progression observable aussi pour les droits de place de marché. SIM_ba a manifestement contribué à une meilleure lisibilité. Le problème le plus important reste celui des sites distants entre le receveur et l'ordonnateur. ◆

Jules Hilaire Focka Focka

Maire de Bafoussam 1er

« Le traitement analytique du compte administratif est devenu facile ».

Mes collaborateurs qui l'utilisent au quotidien m'ont fait comprendre que c'est un outil merveilleux qui leur rend énormément service et leur facilite la tâche. Ceux-ci m'ont par exemple fait savoir que le traitement analytique du compte administratif est devenu vraiment facile. C'est un outil performant et très utile, même s'il est vrai que nous ne le maîtrisons pas encore à 100%.

Prosper Feukeu Bamou

Secrétaire Général, Commune de Bafoussam 1er

Avant l'installation du logiciel, il nous fallait parfois un trimestre avant de constater que nous sommes en dépassement de crédit.

Nguewo Diodop

Receveur Municipal, Commune de Bafoussam 1er

« La distance est un frein à nos performances ».

Nous sommes à plus de 2 km de distance entre la mairie et la recette municipale, ce qui entraine des dépenses énormes. Il n'y a pas de connexion entre les deux sites. La prise en charge des données de l'ordonnateur n'est pas systématique et nous oblige à des rencontres périodiques d'harmonisation des données.

Sylvie Feumi Njatcheu

Cadre Communal Financier, Commune de Bafoussam 1er

« Les deux premiers mois de 2016 sont prêts ».

Personnellement, j'ai beaucoup attendu SIM_ba. Nous avions hâte de voir à quoi ressemble SIM_ba. L'un des points positifs de ce progiciel c'est qu'il est calqué sur les textes qui régissent les communes. A mon niveau, la base de SIM_ba est à jour notamment 2015 et les deux premiers mois de 2016.

Rosine Emeni

Chef de bureau de contrôle des recettes et des dépenses.

« Avec SIM_ba, on gagne beaucoup en temps ».

J'ai eu à travailler sur certains logiciels avant SIM_ba, mais il fallait avoir une formation de comptable à la base. Dans SIM_ba on gagne beaucoup en temps. Avec SIM_ba le travail est devenu plus sérieux et les résultats plus fiables. Il est plus difficile aujourd'hui de perdre une information.

Ouest

A Bamendjou, SIM_ba remplace le pifomètre

Jusqu'en 2014, les outils de gestion comptable et budgétaire ne garantissaient pas la lisibilité. SIM_ba est en passe de renverser la tendance.

C'est par cette analogie subtile que Paulin Tiam, Secrétaire général de la commune de Bamendjou accueille l'équipe de reportage ce 22 mars 2016. Pour lui, *« SIM_ba peut être crédité d'avoir apporté énormément aux communes et notamment la réduction de la navigation à vue et de la gestion à vue de nez »*, d'où l'allusion au pifomètre. L'homme sait de quoi il parle, lui qui est passé avant par les communes de Bandjoun et Bafang. Son de cloche identique pour le maire, qui nous rejoindra après des séances de travail à Bafoussam. La gestion manuelle qui avait cours jusque-là, ne facilitait pas le travail dans cette mairie créée en 1959. Les outils précédents de gestion qu'ils avaient expérimentés ne permettaient pas d'avoir une lisibilité sur les processus de gestion.

Aujourd'hui, les engagements qui sont faits au niveau du service administratif et financier passent ensuite par le Cadre Communal Financier qui procède aux vérifications d'usage, relativement à la disponibilité des fonds. Si la provision est dépassée, les documents sont renvoyés pour un changement éventuel d'imputation. La commune de Bamendjou produit aisément ses balances de comptes et ses certificats, tous les mois.

On peut considérer que SIM_ba a introduit de nouvelles habitudes au sein de la commune. Par le passé, le suivi de l'activité de certains percepteurs n'était pas évident. La gestion des tickets se faisait de manière archaïque. Avec le suivi journalier imposé par SIM_ba, il est plus facile de suivre l'activité financière et la courbe d'évolution des recettes. Le suivi budgétaire s'en trouve facilité, car on peut faire une comparaison régulière entre les prévisions, les montants recouvrés à un moment précis et les restes à recouvrer. Cette lisibilité forte et ce suivi qualitatif et quantitatif qu'offre SIM_ba ont contribué à faire passer les recettes propres de 11 millions en 2014 à 40 millions de FCFA en 2015. Celles portant sur l'impôt libératoire, les droits de place sur les marchés, les tickets de quai, entre autres, ont aussi connu une hausse.

L'une des suggestions émises, c'est la mise en réseau de la commune et le renforcement des capacités qui devrait aller au-delà des personnes actuellement formées à savoir le Maire, le Secrétaire général, le Receveur municipal et le Cadre Communal Financier. ◆

René Kamdoum

Maire de Bamendjou

« Avec SIM_ba, les choses sont un peu plus claires ».

Les choses avec SIM_ba sont désormais un peu plus claires. On a, en temps réel, des informations sur la gestion du budget. Cela permet d'avoir une transparence entre les services de la recette municipale et les services administratifs et financiers de la commune. On peut se résumer en parlant d'un gain de temps, d'une maitrise de la gestion des crédits et donc de pouvoir savoir où on est en dépassement et où on est en retard.

Armand Paulin Tiam Tamdjokouen

Secrétaire Général, Commune de Bamendjou

« SIM_ba est un canevas utile pour tout ordonnateur ».

Merci d'avoir mis sur pied le logiciel SIM_ba dans les communes. Très gros satisfecit au niveau du montage du budget. Le budget de la commune de Bamendjou pour le compte de l'exercice 2016 a été extrait de SIM_ba. Le progiciel nous permet de respecter les différents ratios tant de fonctionnement que d'investissement. C'est un canevas utile pour tout bon ordonnateur.

André Kamgue

Receveur Municipal, Commune de Bamendjou

« Si une balance n'est pas tirée par SIM_ba, elle ne sera pas réceptionnée. »

Depuis 2015, nous produisons nos états avec SIM_ba, notamment les balances de Janvier à novembre 2015. Pour l'année 2016, nous avons décidé que tous les mandats du Receveur arrivent par le Cadre Communal Financier. Ceci afin qu'il n'y ait plus de désordre dans la tenue des comptes. Tous nos comptes seront produits par SIM_ba. Toutes les balances qui ne sont pas tirées par SIM_ba ne seront pas réceptionnées, comme nous l'a fait savoir le TPG

Pauline Laure Goumdjou

Cadre Communal Financier, Commune de Bamendjou

« Avant SIM_ba, nous avions un problème de dépassements de lignes. »

Le logiciel SIM_ba a été installé en 2014 à la commune de Bamendjou. L'un des gros problèmes que nous avions c'était celui des dépassements de lignes. Nous avons la possibilité aujourd'hui de produire nos états financiers en temps réel. La situation de la caisse est disponible journalièrement. Il y a un gain de temps énorme avec SIM_ba. Le compte administratif du Maire et le compte de gestion du Receveur sont aujourd'hui produits avec SIM_ba.

North West

Batibo parts ways with "management by conjecture"

The implementation of SIM_ba here, has helped to steer the municipality away from the murky waters of unfettered commitments.

"Before, council management was between the mayor and the treasurer," claims Ayong Moses Aseh, the Batibo Municipal Treasurer. But today, Mayor Fridrick Tanjoh says, this "management by conjecture" of some sort has given way to consolidated budget transparency, improved local democracy and burgeoning electronic governance and citizen participation in public and local affairs.

This is because the information technology has structured transparency in areas like expenditure, domestic resource mobilization, procurement, payroll and assets. There has equally been improved financial data quality for local governance. Ironically, local authorities in the area almost shunned the system that conversely, over time, improved their organizational efficiency and service delivery to citizens.

"When we had the training on the use of the SIM_ba system, few people were optimistic that it was going to work," the mayor confessed. "Many people were disturbed that only the French package was brought and feared they would not understand how it functions."

Currently, local authorities in Batibo are in no short supply of anecdotes to show the system's transformational benefits. "It has made us to sit up," Aseh insists. "With the PNDP's innovative idea of bringing this software, we are compelled to work and all documents have to be open to scrutiny." "The success with SIM_ba is that many actors are involved."
For Jean Francis Feukeu, Secretary General of Batibo Council, the tool enables the municipality to obtain reliable data. "It helps us update our reports for timely release or publication," he adds. In the past, it was tough for the Council to know the exact status of particular budget lines. This resulted in the municipality spending beyond its available means, Feukeu says.

SIM_ba does not give room for such unbridled spending as it ensures strict respect for the rules of local governance, the Secretary General adds, before concluding that the system is worth implementing in all of the country's municipalities. It is definitely these transformational benefits seen firsthand that have pushed mayor Tanjoh to be self-assured.

SIM_ba has come as an external control mechanism for him and his team's commitment to the community's resources, the mayor says. "For example, now I can say I'm not in debt like I used to before." ◆

Fridrick Tanjoh

Mayor, Batibo Council

"Changes can be seen and felt"

When we received training on the use of SIM_ba, few people were optimistic that it was going to work. But this year 2016, our council is seeing and feeling changes with our accounting. With the SIM_ba in Batibo, the system will increase harmonization and integration between different departments within the Council administration. Eventually, SIM_ba is expected to be the single source for consolidated financial information where all stakeholders can access local governments' financial information from a unified source.

Ayong Moses Aseh

Municipal Treasurer, Batibo Council

"Transparency now reigns"

I will start by congratulating PNDP. PNDP has made us to sit up and created a form of transparency in the council. Before this time, council management was between the Mayor and the Treasurer. Sometimes even the secretary general wouldn't know what happens in the council concerning finances. But now with PNDP and the innovative idea of bringing this software, we have to work and all documents have to be exposed.

Jean Francis Feukeu

Secrétaire Général, Commune de Batibo

« Il n'y a même pas match »

SIM_ba est un instrument très important pour nous à la commune de Batibo, en particulier et toutes les communes camerounaises. Cet instrument nous permet d'avoir les informations fiables à temps. SIM_ba nous permet de mettre nos documents à jour, de les sortir à temps. Nous souhaitons que toutes les autres communes fassent l'effort de maitriser l'outil comme nous l'avons fait à Batibo. En dehors des problèmes inhérents à tout outil technique, nous sommes satisfaits de ce logiciel. Les autres problèmes liés à la production des documents sont souvent des problèmes internes au fonctionnement des communes. Avec SIM_ba il n'y a même pas match. Cet outil nous permet de respecter la déontologie dans la gestion de notre commune.

Jasper Tembeng

Finance Agent, Batibo Council

"I have been producing all my statements"

I can comfortably say that since January I have been printing all my statements. The statements are submitted monthly to the treasury directly from SIM_ba. Last year, I was printing just parts because we were still in the learning process. From 2016, I have been printing them using SIM_ba directly.

North West

Zhoa makes the steep climb to enhance budget management

In case you didn't know, the municipality is found in Fungom, a subdivision in Menchum in the North West where Nyos, the far-flung village with the well-known volcanic crater lake is.

To access this municipality, one will have to go through the unavoidable and arduous task of climbing up and down rugged undulating terrain. Nonetheless, the municipality made up of 35 villages and bordered by the Furu Awa municipality and the Republic of Nigeria to the North and the East respectively, has the ambition to keep its use of the SIM_ba software very much alive.

The SIM_ba software, Mayor Peter Tem Cheghe explained, has helped the council to better execute, manage and control its budget. The Zhoa council has been doing this so well that it has always been among the first of the 34 municipalities in the North West to produce its administrative and management accounts. George Che Muluh, the Municipal Treasurer happily brandishes a letter of congratulation he recently received from the Pay Master General of Bamenda. In that letter, the Pay Master General called on other municipal treasurers to copy Zhoa Council's shining example. SIM_ba has facilitated the roles of the Municipal Treasurer, specifically in the Zhoa Council. Today, it is easier for the Mayor to take decisions, to monitor income and expenditure and to avoid over commitment or spendings. The software considerably increased the council tax like the jangali or cattle tax and other revenue

SIM_ba is a decision-making tool in the sense that it ensures transparency. It records and produces all of the Mayor's commitments vis-à-vis what has been previewed. At the end of every month, the Zhoa council is able to provide whatever information is required of it as far as accounting is concerned. SIM_ba is ready to submit it within the shortess time possible, the Municipal Treasurer confidently says.

For George Che Muluh, the Council has two main preoccupations when it comes to effectively using the SIM_ba software. Firstly, there is the lack of a reliable source of electricity. The lone generator the Council possesses regularly breaks down. Secondly, the Council's principal actors, the Secretary General and Municipal Treasurer, don't have the appropriate skills needed to use the software and seem not to push for avenues to acquire the much needed skills. ◆

Peter Tem Cheghe

Mayor, Zhoa Council

"Easily determines the course we ought to take"

I want to thank PNDP for introducing this accounting software. In the past, we used to resort to formal budget notes to enable us come up with budgets for coming years. We drew up the SIM_ba software greatly facilitated the drawing up of this fiscal year's budget. Actually, with the implementation of this accounting tool in the day-to-day activities of the Council, it is easy for us to determine the course we ought to take. Currently, it takes less than two hours for us to have the administrative account of the Council.

Jonathan Zam Meh

Secretary General, Zhoa Council

"Significant tool"

SIM_ba is important. It is a significant not just for our council but for all others. Unfortunately, after acquiring this training, we don't yet handle it in our section. We are in short supply of equipment. You see the generator we use; we are still having problems with electricity. Just yesterday, the generator we use could not work. We had to turn it off more than twenty times yesterday. However, we do our best to meet deadlines for the production of reports. I can show you those of January 2016 which have been produced.

George Che Muluh

Municipal Treasurer, Zhoa Council

"SIM_ba checks excesses"

SIM_ba automatically does our job and makes it easy. One of the problems we used to face was that, most vote holders always exceeded provisions. This problem has been solved by SIM_ba in that once you have entered the budget; you cannot spend above what has been budgeted unless a special authorization is made. If you have to treat any payment order which results in the fact that you have exceed in budgetary aid, SIM_ba will reject it. As such, it facilitated our roles. There is no way a Mayor can be charged with overspending a particular aid.

Nelson Kpxe Asuhai

Finance Agent, Zhoa Council

"You just have to click"

SIM_ba helps monitor your revenue. It has really simplified work in the council because the budgetary, financial and accounting aspects of a council are in one system. SIM_ba helps us to be collaborative and collective. With it, we are very clear and certain about what we are doing. We track all engagements even at the level of the mayor before it reaches the Municipal Treasurer. It helps us know how well we have done our job. It has brought out the issue of good governance in Councils, making management now very easy.

North West

Ndop, SIM_ba pioneer par excellence

Ndop was among the first seven municipalities picked to pioneer the implementation of the SIM_ba system in Cameroon in 2012.

Four years down the road, its Finance Officer, Mohammadou Pangmashi says, rates the performance of the integrated financial management information system at 90 per cent.

Errors which use to slip into the Council's financial reports because they were done manually have now been cut to the barest minimum. Time used in drafting and completing these reports has also been more than halved. After quickly surmounting the language difficulty, as the system is only in French, the ndop Council now boasts of habitually beating deadlines. "Our monthly statements used to take a long time to balance off manually, but now, we do that at the end of each working day," Mayor Mbombo Abel Chenyi says.

"If the month ends today, the very next day we will have whatever financial data we want. Our monthly documents are very up to date."

There have been other far reaching positive ramifications. Today the Council is able to make well-informed decisions and ensure auditing is effective and transparent. This new mode of running the municipality is definitely the reason why the Council has seen its administrative account witness an upward surge from 300 billion FCFA in 2012 to 700 billion FCFA in 2015.

The weight of the system's inroads was heavy enough to bring the Council's convalescing Secretary General to her office when news of Les Echos du PNDP's presence in the municipality got to her.

"Thanks to PNDP and the SIM_ba system, data is now just a click away," she said.

All has not been rosy for the municipality, though."All the workers are not perfect. Some of them who are elderly have not been able master the use of a computer," laments Mayor Mbombo. "The only handicap is that we needed to complete the system's translation into English which is being done progressively."

"More change is coming, it is gradual but it is sure," he heads home on an optimistic note. ◆

Mbombo Abel Chenyi

Mayor, Ndop Council

The SIM_ba software has been received with lots of acclamation since its installation. Workers are progressively being updated on its use. It has helped councils a lot to track down the flow of information. We used to take a long time to balance off our monthly statements manually. But nowadays, statements can be printed at all times. It is a welcome gesture not only for us but even for national statistics, because when we can produce what we have to do in a very short time, I think it is very important.

Bridget Titalanga Keinana

Secretary General, Ndop Council

"We've been increasing in all aspects"

We don't have any major problems. We just need more computers. If I want to draw my account, I just need to click. We have been increasing in all aspects. Where there is a shortage, we identify the problem and try to find the solution. Our administrative account has risen from 300 million to 700 million FCFA since the implementation of SIM_ba began.

Mohammadou Pangmashi

Finance Agent, Ndop Council

"Financial statements now efficiently done"

SIM_ba has done us lots of good, because initially all our work was done manually. So those lengthy manual work was reduce with the help of SIM_ba. Secondly, financial statements are now efficiently done. Errors committed initially are no longer made today because of the use of SIM_ba. Thirdly, the time used in the production of financial statements has been considerably reduced. On the first day of each month, when we receive our bank statement, we are able to produce our monthly statement as of the first of following month. This is because we are now able to work on a daily basis. The major problem was that SIM_ba was initially in French. The language barrier has been a problem for us.

Centre

A Batchenga, le maire contrôle sa gestion

Le potentiel de SIM_ba a amené l'exécutif municipal à renforcer les capacités de son personnel.

Obscurité de la démarche, méconnaissance des procédures, déperdition des recettes sont quelques-uns des problèmes qui plombaient les ambitions de la commune de Batchenga arrosée par les fleuves poissonneux de la Sanaga et de l'Afamba. La mise à disposition d'un outil comme SIM_ba permet aujourd'hui, à en croire le maire Hilaire Awono, *«d'avoir un budget réaliste, de le suivre et de maîtriser le niveau et la qualité des dépenses».* Disponible à la mairie depuis 2014, l'outil est considéré par le Receveur municipal, Marie Romuald Zibi, comme une manne tombée du ciel. L'amélioration considérable du traitement des recettes, le suivi des contribuables grâce au fichier généré par la banque de données en machine, réjouissent les utilisateurs au sein de cette commune.

Pour traduire sa détermination à profiter des avantages multiples de cet outil, le maire a acquis quatre autres ordinateurs, en dehors de celui actuellement offert par le PNDP. Il a même fait former pendant un mois l'ensemble du personnel municipal à l'utilisation de l'outil informatique. Lorsque l'équipe de reportage débarque au sein de la mairie, Hilaire Awono est en séance de travail avec le secrétaire général, le receveur municipal et l'agent financier. Sur la table, une note de saisine de la Coordination Régionale du PNDP pour la mise en réseau du logiciel et l'accompagnement du personnel à travers les formations spécifiques. Celles-ci sont un élément central de la stratégie du maire qui voudrait voir tous les acteurs de la chaîne mis à niveau. Cette détermination se comprend mieux lorsqu'on apprend qu'Hilaire Awono est Contrôleur général de banque et auditeur de formation. Il est de ce fait bien placé pour apprécier les bénéfices d'un tel outil au sein de la commune qui a l'honneur d'héberger le projet de la centrale hydro électrique de Nachtigal d'une capacité de 420 mégawatts.

En rappel, la commune a été créée par décret N° 95/082 du 24/04/95 et est située dans le Département de la Lékié, région du Centre. Elle couvre une superficie de 216 km² et compte 16 villages. ◆

Hilaire Awono

Maire de Batchenga

« Avant SIM_ba j'étais dans l'enfer, aujourd'hui nous sommes dans la lumière ».

Je suis Contrôleur général de banque, Auditeur de formation. Lorsqu'on m'a présenté le logiciel SIM_ba j'ai dit que c'était quelque chose de bien. Aujourd'hui, nous sommes capables de produire les états en temps réel, mais cela n'a pas été facile. SIM_ba nous permet de travailler en synergie avec le receveur municipal et mon état-major financier. De ce fait, j'ai acheté quatre postes supplémentaires pour que nous puissions être en réseau. Confectionner un budget réaliste, assurer le suivi de ce budget au quotidien, savoir quel est l'état des lignes, le niveau des dépenses, leur qualité, les provisions qui restent par rapport aux dépenses, voilà ce que je gagne avec cet outil. Avant SIM_ba, j'étais dans l'enfer, aujourd'hui nous sommes dans la lumière.

Marie Romuald Zibi

Receveur Municipal, Commune de Batchenga

«SIM_ba rappelle toujours le solde antérieur »

SIM_ba est installé à la commune depuis 2014. Le PNDP a organisé des formations à Nkolafamba pour amener les uns et les autres à maitriser le maniement de l'outil. Moi en tant que Receveur, j'admirais au départ les autres collègues qui utilisaient déjà d'autres outils qui leur facilitaient le travail. SIM_ba est arrivé donc comme une manne tombée du ciel. Le logiciel nous permet d'avoir nos documents financiers à temps. SIM_ba nous propose des tableaux qui peuvent nous donner un recensement exhaustif de tous nos contribuables avec des précisions d'identité, de quittances etc. Il est également possible de savoir si on peut engager ou pas, car SIM_ba rappelle toujours le solde antérieur, et lorsque la provision n'est pas suffisante, vous savez que l'opération ne peut pas passer.

Roger Etoga Tsimi

Cadre Communal Financier, Commune de Batchenga

« SIM_ba a changé les mentalités »

Le premier cheval de bataille pour l'implémentation du logiciel SIM_ba a été de changer les mentalités qui étaient assez dures. Le respect des procédures auxquelles SIM_ba nous astreint était un verrou difficile dans un environnement où au départ ça fusait de partout, surtout au niveau de la dépense. Le traitement de la dépense a été grandement amélioré par la maîtrise du niveau des engagements.

Centre

Mbankomo, quadrillée grâce au cadastre fiscal

L'observation des comptes de la commune dévoile une nette amélioration de la situation financière, plus d'un an après l'installation du progiciel SIM_ba.

Jean Bonaventure Atangana, maire de la commune de Mbankomo, ne cache pas sa satisfaction pour le choix fait par l'Etat d'harmoniser la comptabilité communale à travers un logiciel comme SIM_ba. Cet outil vient donner plus de clarté et de traçabilité à la gestion des finances au sein de cette commune située à 22 km de Yaoundé. Créée en 1959, cette Collectivité Territoriale Décentralisée tient son nom du Mont Mbankomo, une chaîne de collines rocheuses qui s'étire d'Eloumden jusqu'à Zok-Yié en passant par Okong, Nkomekui et Messebe.
Guy Christian Balla, Cadre Communal Financier met à l'actif de SIM_ba la possibilité qu'il a aujourd'hui de quadriller la ville grâce au cadastre fiscal qui lui permet de bien localiser ses contribuables et d'avoir une bonne maîtrise de leur fichier. Le moindre des avantages est de fournir la bonne information financière à l'ordonnateur. Patience Ngo Libong, Secrétaire général de la commune estime que toutes les décisions ont principalement pour enjeu l'argent. Sans la situation financière de la caisse, il est difficile de faire une programmation. La possibilité d'avoir une situation journalière exacte, de produire des balances, de stopper court les dépassements des lignes de credits, sont autant d'éléments à mettre à l'actif de cet outil qui est venu détruire « le nid de conflits qui existait entre l'ordonnateur et le comptable ».

De plus, l'ordonnateur n'est plus astreint à une gymnastique permanente pour espérer avoir la situation approximative de sa caisse. L'observation de l'évolution des recettes depuis 2011 laisse apparaître un bond significatif sur l'année 2015. Aujourd'hui, la commune a la possibilité de répondre avec diligence aux attentes de la Trésorerie Générale à Yaoundé par la production à date des états de synthèse. ◆

Jean Bonaventure Atangana

Maire de Mbankomo

« C'est bien d'avoir un logiciel harmonisé »

Nous sommes encore au début du processus, mais nous apprécions déjà le fait que le gouvernement ait choisi un Progiciel pour harmoniser la gestion des communes. Tout au long de l'année dernière, nos équipes ont été formées à cette application. Aujourd'hui, j'ai l'assurance que nous pourrons boucler le compte administratif et de gestion pour la prochaine session du conseil municipal.

Patience Ngo Mbuhnum epse Libong

Secrétaire Général, Commune de Mbankomo

« C'est un soulagement avec SIM_ba »

J'ai personnellement poussé un ouf de soulagement avec l'installation du Progiciel SIM_ba au sein des Collectivités Territoriales Décentralisées. Avant, il fallait toute une gymnastique pour que l'ordonnateur soit au courant de l'état journalier de la caisse. Le logiciel SIM_ba nous a permis de découvrir qu'il est possible, en très peu de temps et de produire des balances mensuelles, trimestrielles, semestrielles et annuelles. SIM_ba est réputé pour stopper court les dépassements de lignes.

Guy Christian Balla

Cadre Communal Financier, Commune de Mbankomo

« SIM_ba nous permet d'avoir des documents consolidés »

SIM_ba est installé depuis 2014 à Mbankomo, depuis cette date, je me sens très soulagé de pouvoir avoir la bonne information financière. A mon arrivée il n'y avait qu'une machine mécanique et presque tout se faisait manuellement. Il fallait beaucoup de temps pour avoir un seul état financier. SIM_ba nous a sorti de la lenteur en permettant d'avoir une chaîne de documents consolidés dans un délai relativement court. Nous avons une très grande lisibilité au niveau du cadastre fiscal. SIM_ba nous a permis de bien quadriller la ville, de maîtriser chaque contribuable.

Centre

Finie la débrouillardise à Nanga-Eboko

Depuis avril 2014, l'élaboration du compte de gestion a cessé d'être un chemin de croix.

L'installation du logiciel à la commune de Nanga Eboko met fin à la débrouillardise qui avait cours au sein de cette commune créée en 1952 et située à environ 150 km de Yaoundé. De l'avis de Bela Assouga épouse Besong, Receveur Municipal, avant l'installation du logiciel SIM_ba en avril 2014, l'élaboration du compte de gestion était un véritable chemin de croix qui « rendait malade ». Aujourd'hui, il est plus facile d'avancer dans le travail, du fait de la diminution des erreurs. La commune a ainsi la possibilité de déposer ses balances à temps. Même son de cloche chez Blaise Xavier Yana, Secrétaire général de la mairie pour qui le logiciel SIM_ba est vecteur de beaucoup d'innovations au sein de la commune. Il permet d'être à jour au niveau de la comptabilité, de suivre régulièrement l'évolution des recettes et des dépenses. Le passage de la confection manuelle à la confection automatique du compte administratif est une avancée certaine au sein de la commune. Les innovations et avancées induites par le logiciel sont telles que la commune a reçu une lettre de félicitations de la Trésorerie générale de Yaoundé pour la qualité des documents déposés, ainsi que pour la régularité des dépôts. Le receveur municipal dira d'ailleurs que ses balances des mois de janvier et février 2016 sont déjà produites grâce à SIM_ba.◆

Blaise Xavier Yana

Secrétaire Général, Nanga Eboko

« Plus qu'une innovation, SIM_ba est une révolution »

SIM_ba a apporté beaucoup d'innovations dans la comptabilité communale. Il nous permet d'être à jour dans cette comptabilité, de suivre l'évolution de nos dépenses et de nos recettes. Plus qu'une innovation, c'est une révolution en ce sens que le compte administratif est très facile à élaborer aujourd'hui. A la fin de l'exercice, nous avons toutes nos données dans le système SIM_ba. L'une des difficultés reste la faible imprégnation de nos personnels dans la manipulation de cet outil. Les avancées sont vraiment positives. L'ordonnateur que je suis, apprécie que la recette municipale nous fasse tenir les certificats de recettes et de dépenses, ce qui permet d'être au même niveau d'information.

Marie Claudine Bela Assouga épse Besong

Receveur Municipal, Nanga Eboko

« Avant SIM_ba, on accusait 3 à 4 mois de retard ».

Avant l'installation du logiciel SIM_ba, les services de l'ordonnateur et du comptable se débrouillaient chacun de son côté et ce n'est qu'en fin d'année qu'on se retrouvait pour la concordance. Néanmoins, nous avons eu des difficultés d'assimilation au départ et pendant la formation. La gestion des restes à payer a été difficile pour nous. Grâce à SIM_ba nous avons pu nous conformer à l'exigence de dépôt mensuel des états à la trésorerie, ce qui nous a valu une lettre de félicitations du TPG pour le dépôt à date de nos balances. Il faut savoir qu'avant, on accusait des retard de 3 ou 4 mois au moins. Depuis que le logiciel a été implémenté ici, tout est actuellement limpide tant au niveau de la caisse que de la banque.

Littoral

Electrification de la gestion comptable et budgétaire à Massock

C'est le pari que Gustave Nkoyock, maire de la célèbre commune de Massock-Song-loulou, qui abrite le barrage hydro-électrique du même nom, a décidé de relever.

Gestionnaire de formation, le maire de Massock a décidé d'informatiser la commune en achetant plusieurs postes d'ordinateurs. Ceci en prélude à l'installation du progiciel SIM_ba. Tous les services de la commune ont des ordinateurs même s'ils ne sont pas encore en réseau. Le budget 2016 est déjà enregistré tandis que le compte de gestion est en attente. Pour Philippe Nyem, Secrétaire général de la commune, SIM_ba vient faciliter le travail tout en assurant la traçabilité de l'information. Journalièrement, la situation de chaque contribuable est connue. Le Cadre Financier, Emmanuel Nyame, considère que les recettes ont connu une évolution approximative de 30%. Aujourd'hui, le maire peut demander un état et en fonction des ratios, il a la possibilité de prendre une décision. En 2014 le compte administratif se situait à 365 millions de francs CFA. Les recettes propres tournent autour de l'impôt libératoire, la taxe hygiène et salubrité et les loyers perçus par la commune. En 2012-2013, il fallait passer presque trois semaines à monter le compte administratif. L'année suivante, l'exercice a été moins rude grâce à SIM_ba, puisqu'en quelques jours tous les états étaient prêts, relate le Cadre Financier. ◆

Gustave Nkoyock

Maire de Massock

« Nous poursuivons l'informatisation de nos services ».

L'une des premières actions que j'ai menée c'était d'informatiser la commune de Massock. A l'époque, j'ai trouvé que beaucoup de communes étaient déjà avancées. Il n'était pas question que la commune de Massock soit en reste. Nous ne sommes pas encore en réseau, mais tous mes collaborateurs, même ceux qui étaient résistants en ont fait leur joujou. Le fait que j'ai les états financiers journaliers me permet de prendre des décisions plus aisément.

Philippe Ekwen Nyem

Secrétaire Général, Commune de Massock

« Avant SIM_ba, on avait des pics d'incompréhension entre le SG et le maire ».

Je pense que SIM_ba nous a apporté beaucoup dans la facilitation du travail et la traçabilité de certaines informations au niveau de la commune. Avec le Cadre Financier, on fait régulièrement des séminaires, des ateliers de temps pour mieux maîtriser cet outil. Je me rappelle d'un compte administratif qui a été élaboré sous une forte tension avant l'installation de SIM_ba. Il y a avait des pics d'incompréhension entre le maire et le Secrétaire Général pour déterminer la provenance de certaines dépenses.

Rigobert Nsenga

Receveur Municipal, Commune de Massock

« Avec SIM_ba, j'ai mes balances chaque mois».

La satisfaction est totale, il fallait SIM_ba pour nous faciliter la tâche. Avant, on avait beaucoup de difficultés dans notre comptabilité. Le progiciel fait pratiquement le travail à notre place. J'ai mes certificats de recettes et de dépenses, mes balances chaque mois.

Emmanuel Nyame

Cadre Communal Financier, Commune de Massock

« SIM_ba, un parfait instrument de suivi budgétaire ».

Les données introduites au niveau de l'ordonnateur ne sont plus ressaisies chez le comptable. La production des informations est immédiate : vous introduisez les informations et tout de suite après vous avez la copie des éléments que vous voulez. C'est un parfait instrument de suivi budgétaire. Nous ne vivons plus les problèmes de dépassements de lignes de crédits.

Littoral

Ngambé, l'éveil de la traçabilité avec SIM_ba

Les coupures intempestives d'électricité ne découragent pas l'exécutif communal dans l'implémentation du progiciel de gestion comptable et budgétaire de SIM_ba.

16 jours déjà, à la date du 24 mars 2016, que la commune de Ngambé, créée en 1955 et située dans le département de la Sanaga Maritime, région du Littoral, est dans l'obscurité faute d'énergie électrique. Une situation récurrente qui semble vouloir conforter le slogan qu'une ressortissante de la localité lui accole : *« Ngambé, la commune endormie »*. Car c'est le premier sentiment que l'équipe de reportage perçoit en entrant dans cette ville qui a une longue histoire avec les luttes d'indépendance. La zone est très montagneuse, les pluies et l'érosion entrainent toute la latérite qui peut permettre de maintenir la route dans son état et faciliter l'écoulement des produits agricoles.

C'est pourtant dans cette commune bâtie sur les versants de montagnes et les bas-fonds, qu'on retrouve une équipe municipale qui implémente un outil de transparence et de redevabilité à l'instar du progiciel SIM_ba. Malgré ce qu'il appelle *« l'hostilité naturelle du milieu »*, le maire Gilbert Yede estime que SIM_ba a apporté beaucoup d'innovations. *« Sans SIM_ba et sa capacité à assister le maire dans le pilotage et la prise de décision, il aurait été difficile de s'en sortir »* poursuit-il. La préparation du compte administratif se fait aujourd'hui comme une lettre à la poste. Alors que de 2009 à 2013, la commune de l'avis de son receveur municipal n'avait pas de compte administratif. Aujourd'hui, les difficultés dans le traitement de la comptabilité sont minorées, tout autant que le sont les erreurs de reporting. La rapidité et la fiabilité induite par le progiciel sont un ouf de soulagement pour les utilisateurs. SIM_ba a harmonisé les états et les documents comptables. Ce qui a assaini les relations suspicieuses qui existaient entre l'ordonnateur et le comptable. Aujourd'hui, les états comptables sont régulièrement édités.

Quelques difficultés essaient régulièrement de diluer l'embellie apportée par le progiciel. Pour l'instant, la modicité des moyens de la commune ne lui a pas permis d'acquérir une autre machine en dehors de celle que le PNDP lui a offerte. L'insuffisance de personnel outillé s'allie à l'épineuse question de l'énergie électrique. Les coupures d'électricité sont régulières et obligent à travailler avec un groupe électrogène qui lui-même tombe régulièrement en panne. Ce qui amène souvent les acteurs de la chaîne budgétaire et comptable à aller travailler à Pouma ou à Edéa selon les nécessités.

Adèle Baola, Cadre Communal Financier (CCF), dit avoir rencontré beaucoup de difficultés pour élaborer le compte administratif de 2014. Il fallait faire beaucoup de calculs pour avoir le montant d'une seule dépense, aller dans tous les mandats, additionner, etc. Pour le compte administratif de 2015, il a été facilement tiré dans SIM_ba.

La transparence budgétaire ne sera complète qu'avec la mise en réseau des ordinateurs à la commune de Ngambé. L'on relève tout de même, une évolution des recettes notamment de l'impôt libératoire, car *« SIM_ba est une sorte d'aide-mémoire qui rappelle que tel ou tel contribuable doit encore de l'argent à la commune »*, explique Adèle Baola. ◆

Gilbert Yede

Maire de Ngambè

« Avec SIM_ba, on a produit le compte administratif en une journée ».

Sans cet outil on ne pouvait pas s'en sortir. J'ai trouvé un chamboulement terrible à la commune, que SIM_ba a contribué à ordonner. Lors du vote du compte administratif 2014 on a travaillé pendant plus de 03 jours. Ce qui, avec SIM_ba, a été réduit à un clic et à moins d'une journée pour la mise à disposition des documents. Je sollicite fortement la mise en réseau du progiciel.

Ferdinand Tom

Secrétaire Général, Commune de Ngambè

« SIM_ba met à nu certaines pratiques ».

Sentiment très positif depuis l'implémentation du logiciel. Avant il y avait beaucoup de fuites dans la collecte des recettes. De nos jours on voit une amélioration nette de celles-ci et de la qualité des dépenses. On sent bien que l'adaptation n'est pas forcément la chose la mieux partagée, car SIM_ba met à nu certaines pratiques.

Blaise Second Bipoun

Receveur Municipal, Commune de Ngambè

« Entre 2009 et 2013, la commune n'a pas pu produire un compte administratif ».

SIM_ba a apporté beaucoup d'innovations. La commune n'avait pas un logiciel qui traitait de la comptabilité, elle avait des difficultés pour traiter sa comptabilité. De 2009 à 2013, la commune n'a pas pu produire un compte administratif et même voter un budget. Il y a eu quelques balbutiements au départ avec SIM_ba, mais aujourd'hui ça va. Les états de comptabilité sont régulièrement sortis. Avant SIM_ba il fallait sortir ces états de façon manuelle, avec un poste comptable ou le receveur municipal est seul.

Adèle Baola Baola

Cadre Communal Financier, Commune de Ngambè

« SIM_ba impose le respect des lignes budgétaires ».

En 2014 on avait beaucoup de difficultés, régulièrement on avait des dépassements de crédits. On faisait un mandat avant de se rendre compte que la ligne budgétaire est épuisée. Avec SIM_ba je peux désormais attirer l'attention de l'ordonnateur.

Littoral

La gouvernance prend l'axe lourd à Pouma

Les services comptables de la commune de Pouma, dans le département de la Sanaga Maritime, région du Littoral, ont la dent dure face à un coup circuit qui a endommagé le serveur du progiciel SIM_ba sur lequel, ils étaient justement en train de travailler, pour la préparation du compte de gestion, une heure avant l'arrivée de l'équipe de reportage.

Tout est parti d'une panne de courant, qui a amené à brancher le groupe électrogène de cette commune créée en 1977. Le retour de l'énergie électrique s'est fait avec une puissance qui a grillé l'onduleur et détruit le serveur. Ce qui n'empêche pas Joseph Ongongono, Secrétaire général de la commune, de considérer que *« c'est le jour et la nuit »* entre le fonctionnement de la mairie avant l'installation du logiciel et son implémentation en avril 2014.

La production des états de synthèse, des balances de comptes, des états d'exécution des dépenses et des recettes, des certificats mensuels des recettes et des dépenses rentre dans la longue liste des pièces produites par SIM_ba et qui facilitent le travail à Pouma. Le suivi garanti par SIM_ba a permis à la commune d'améliorer par exemple les recettes de loyers de moins de 5 millions en 2013 à plus de 15 millions de francs CFA en 2015. Juste avant que le serveur ne soit endommagé, Ngo Tonye, Cadre Communal Financier, faisait la saisie de certains mandats qui restaient en instance, des mandatements, des prises en charge et ensuite des règlements. Mais elle n'avait pas encore procédé à la clôture annuelle.

Une suggestion porte sur la formation devant être davantage axée sur les utilisateurs que sur SIM_ba. Apparemment, beaucoup d'utilisateurs vont sur le progiciel et réalisent des opérations mécaniques sans comprendre la philosophie qui les sous-tend. La trésorerie n'est pas en reste dans le lot des suggestions. Car pour une opération d'encaissement, il devrait être possible de voir le solde du jour et avoir le listing des opérations qu'on a effectué dans une période donnée avec les différents soldes. Ce qui n'est pas encore automatique. Si la plupart des suggestions et difficultés évoquées trouvent des réponses, lors des regroupements trimestriels que le PNDP a avec les communes, on peut souligner, à la décharge des comptables, que la rigidité qu'ils rencontrent pour les opérations de clôture est plutôt une invitation à plus de rigueur dans l'enregistrement des opérations. ◆

Joseph Ateba Ongongono, ***Secrétaire Général, Commune de Pouma***

« SIM_ba a apporté beaucoup d'innovations.»

Le progiciel mis à la disposition des communes est un grand outil. Il est le bienvenu, il a apporté un plus dans le quotidien des communes et surtout en matière de gestion financière. SIM_ba a apporté beaucoup d'innovations. Tout le monde est associé dans le processus, de l'engagement au paiement. Ce qui se passait avant était rudimentaire. En 2012, il fallait faire beaucoup d'opérations manuelles. Aujourd'hui l'obtention des résultats est beaucoup plus pratique et rapide.

André Dieudonné Assiga, ***Receveur Municipal, Commune de Pouma***

« SIM_ba a changé beaucoup de choses ».

Si on prend cet outil sous toutes les coutures, beaucoup de choses ont changé. Le travail s'est allégé. Nous avons eu un problème au moment de la mise en œuvre de SIM_ba, notamment en ce qui concerne les soldes d'ouverture. Le travail est depuis devenu rapide, il ne nécessite plus la présence de beaucoup de personnes. Lorsque le travail était fait manuellement, le nombre d'intervenants engendrait beaucoup d'erreurs.

Ngo Tonye, ***Cadre Communal Financier, Commune de Pouma***

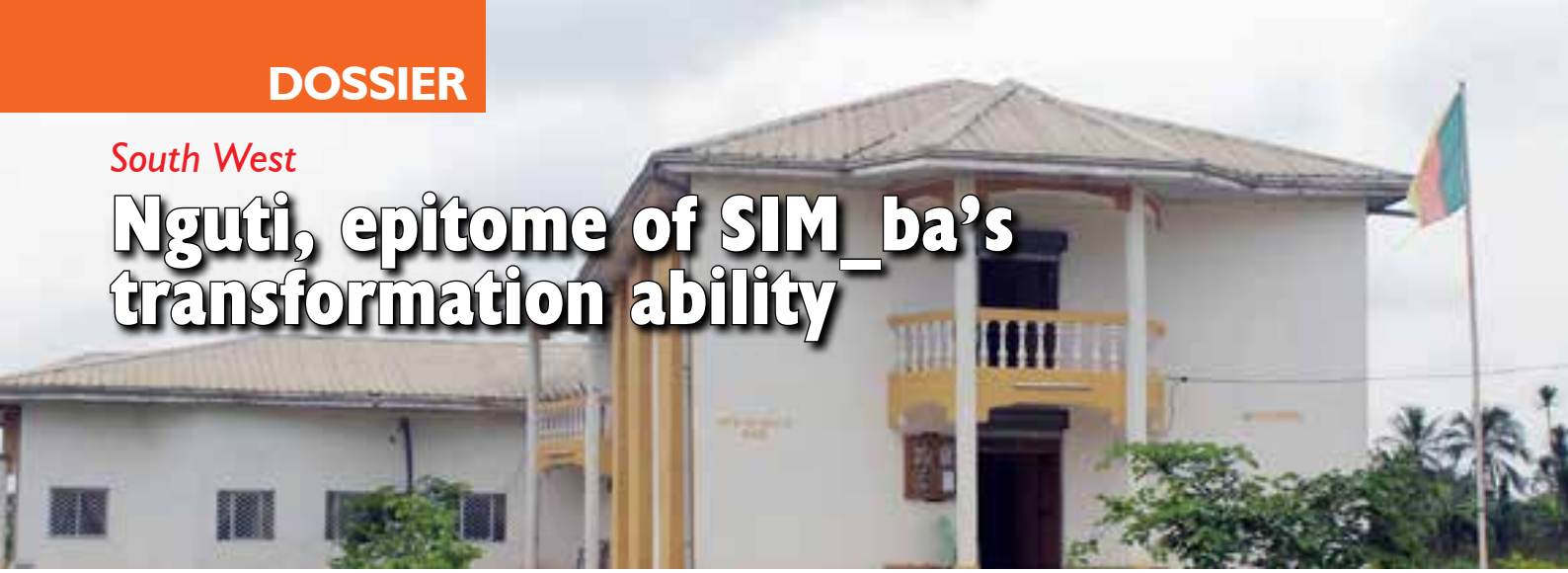
« SIM_ba a permis une réduction de temps ».

Je m'occupe de la comptabilité du Receveur, à partir des prises en charge et des paiements. Nous travaillons en réseau à la commune de Pouma, ce qui constitue une réduction considérable du temps de travail. Nous avons eu beaucoup de difficultés à produire les comptes administratifs par le passé.

Jean Bosco Nkana Nonga, ***Comptable de Pouma***

« SIM_ba permet la collégialité en matière de gestion ».

J'ai trouvé qu'il n'y avait pas de comptabilité informatisée à la commune de Pouma quand j'y suis arrivé en 2013. Nous avions un opérateur privé qui nous a fourni un logiciel qui a très vite montré ses limites, car il n'arrivait pas à coordonner la comptabilité de l'ordonnateur et celle du receveur, de même le traitement des données n'était pas facile. A l'avènement de SIM_ba nous avons directement commencé à travailler en collégialité et nous avons étendu le réseau à l'ensemble du personnel. SIM_ba prend la peine de respecter la répartition entre l'ordonnateur et le receveur. Le traitement des données est aussi satisfaisant.



South West

Nguti, epitome of SIM_ba's transformation ability

Since the Council started implementing SIM_ba in 2014, some very pleasing results have been recorded in areas like public sector budgeting, the general ledger, accounts receivable, cash management, accounts payable, fixed asset, payroll, purchasing and inventory.

Albeit some hurdles, the Finance Agent for Nguti Council says two years after he joined the municipality, the strategic and transformational initiative brought by the PNDP began drawing the admiration of all and sundry. When he just came to the Council in 2011, local tax collection stood at 3 million FCFA. In 2012 the sum rose to 6.3 million FCFA and then to 9.3 million in 2014. With the SIM_ba system now in place, the sum now stands at 16.4 million FCFA. All these, Sona Simon Mkia, attributes to the implementation of SIM_ba. Again, the administrative account of the municipality rose to 338 million FCFA from 150 million in 2011.

All these improvements will support public bodies to generate accurate, accessible and timely government-wide financial information and reports which contribute to improved quality of national financial decision making.

However, the Council has not been fully able to ensure the presence of a unified database of the application where data is entered only once but used or referenced everywhere. Authorities in the Nguti Council attribute this to lack of computer hardware. To skirt around this hurdle the Municipal Treasurer has been working with all stakeholders from his unit so that financial information entered should not be reentered during consolidation hence avoiding data entry redundancy.

He, just like other Council staff, is optimistic that when the database will eventually be linked up to other services within the municipality, the system will increase harmonization and integration between different departments within it. Eventually it will become the single source for local and national consolidated financial information where all stakeholders can access government financial information from a unified source. ◆

Tong George Enoh

Mayor, Nguti Council

"Swift and easy"

When I took office, revenue collection and financial management were extremely slow. But SIM_ba has made them swift and easy. We have discovered that our taxes and local revenue have increased because we easily have data. All these have helped us make informed decisions during our administrative meetings. PNDP is a pacesetter to us. I think we can't work without their support. We lean on them not just for the SIM_ba but for more especially in the area of small-scale development projects.

Chief John Odi Ajiah

Secretary General, Nguti Council

"We have quicker results"

A lot has changed pertaining to record keeping and the financial management of the Council. The staff member operating the system is well-trained and has made sure records of our accounts are up to date. For that we are proud. Currently, we no longer have to go through books to know whether certain budget heads are depleted or not. Everything is automatically available. With SIM_ba we have quicker results.

Sona Simon Mkia

Municipal Treasurer, Nguti Council

"No more stressful procedures"

The production of monthly accounts was done before now by manual procedure. We had to go through a lot of tedious procedures to get financial statements. But now too many things are possible with one click. The production of our monthly procedures has since been very regular. It is a major innovation and we've been able to produce our monthly accounts without much difficulty. All of this is because we've been able to have the software. In the past, even if our reports were regular, it was the result of very stressful manual procedures.

Soja Terence Fombutu

Finance Agent, Nguti Council

"Improved filing system"

SIM_ba is a very important tool considering the enormity of the work it does. It has cut the time we use in preparing our accounts. With just a click you can have your administrative and management accounts. For example during the last budgetary session, we were the first to provide these thanks to SIM_ba. We were also among the first councils to submit all eight documents required by the treasury from councils in the south west. It has really come too to improve on our filing system. All records are intact and you can track all what you do.

South West

Buea Council widens its internal SIM_ba network

In the council, the SIM_ba system has structured transparency in areas like expenditure, domestic resource mobilisation, procurement, purpose, asset and stepped up the quality of its financial data.

Buea Council joined the SIM_ba bandwagon in 2012. Gains made since then, though not as much as the municipality would have loved them to be, spurred Buea Council to widen its internal network on the use of the system. When "Les Echos du PNDP" visits the Council, some fourteen staff members are receiving training on the system's use.

"We were already too used to the old system," says Ewome Joseph Njie, Secretary General of the Buea Council. With the council having taken upon itself to train its staff on the use of SIM_ba, Njie is confident things will eventually fall into place and it will be better used in the municipality. For Sirri Awasom, Buea Finance Agent, the system's integrated approach provides an interface to the procurement and expenditure data in the Council so as to provide synchrony between the core financial management functions. This is aimed at improving the overall view of the financial status of municipalities thus facilitating the making of management decisions on the allocation and prioritization of resources.

But such results will not be achieved if the Council does not have staff trained on and committed to using the system. The Council lacks a savvy network of SIM_ba users with which to make full use of the system and reap its benefits in entirety, according to Awasom.

Being the lone user since the Council began implementing the system, Awasom says, has not been an easy task given that Buea is a rapidly growing metropolis which will likely be given a City Council status.

Thus the training of Council staff, mainly from the finance and treasury departments which she advocated for comes as saving grace. It is therefore hoped that following the training, the manual processes which are prone to long bureaucratic steps that often delay transaction processing and payments, and lead to opportunities for mismanagement of public funds due to the various approvals required, will be done away with. ◆

Ewome Joseph Njie

Secretary General, Buea Council

"More efficient in management"

Comparing SIM_ba with what we had before, I'll say it is more efficient in managing the Council's finances. With the system operations are simple and easily carried out. We're bent on seeing that we surmount the difficulties we had by ensuring that the system goes fully operational here. In a nutshell, I'll tell you I am satisfied. We're going to ensure it functions well at the level of budgeting, the administrative account, and procurement.

Nalova Ikome Emma

Municipal Treasurer, Buea Council

"Very helpful"

It is now that we are realizing that SIM_ba is a very helpful system. When we received training from the PNDP on the use of the system, we were excited but had some problems. We could not integrate our actions into the system. However, at the level of the treasury the system is working well. That has shown us how beneficial the programme can be.

Sirri Awasom

Finance Agent, Buea Council

"It has brought accountability"

It gives me the opportunity to compare notes with colleagues working in other Councils. This helps me know whether I am on track or not. Also, at this time and age, if we have to collect and enter data manually, it would be haphazard and unreliable. With SIM_ba data is easily accessed. Through that means, revenue and spending can be checked and tracked. SIM_ba has brought about accountability in the management of the Council.

Jean Dzana, *Trésorier Payeur Général de Bafoussam*

« Nous avoisinons un taux d'amélioration de 35% »

Mon appréciation est relative, il y a des communes qui donnent entière satisfaction, il y en a qui méritent encore d'être encadrées. Le problème reste celui de l'implication des ordonnateurs municipaux. Nous avons quand même constaté, pour certaines communes qui utilisent SIM_ba, une nette amélioration dans la production des documents de synthèses. D'autres communes ne sont pas à jour, mais la qualité du travail s'en ressent. Au cours de cet exercice, ceux des receveurs municipaux qui ne mettront pas SIM_ba en pratique seront reformés. On peut avoisiner le taux d'amélioration de 35% pour la production des états financiers grâce au progiciel.

Akawah Gertrude

Municipal Treasurer, Idenau Council

"Revenue has increased"

It has helped us not to exceed our budget heads. Our revenue too which was hitherto collected without necessary paperwork has increased. At first revenue stood at 15 million FCFA a year. Now it has gone up to 25 million. We just need more computer literate staff to make full use of the system. It's really been positive on the part of the Council.

Efeti Christiana

Finance Agent, Idenau Council

"Administrative accounts are now very coherent"

When we just started using SIM_ba, we didn't know that at the start of each year, we had to bring forward the closing balance of the previous year. As a result, we used to have leakages. But we have been able to make amends thanks to a series of seminars PNDP has been organizing on the use of SIM_ba. Our administrative accounts are now very coherent. What we need most is collaboration; a chain that will link up all other services in the council to SIM_ba.

NOUVELLES DES REGIONS

Centre - Marchés des travaux

Le PNDP forme les contrôleurs et prestataires

En vue de garantir la qualité des ouvrages réalisés et le respect des délais d'exécution, des consultants devant assurer la fonction des contrôleurs ont été recrutés à l'issue d'un processus de passation des marchés. Afin d'optimiser leur rendement dans le suivi des chantiers, un atelier de renforcement de leurs capacités a été organisé les 18 et 19 Février 2016 à Mbalmayo par la Cellule Régionale de Coordination du Centre.

Y ont pris part, outre le Délégué Régional du MINEPAT pour le Centre, les entreprises adjudicatrices, les contrôleurs, les cadres de développement des communes d'Evodoula, Batchenga, Dzeng, Nitoukou, Mbankomo, Ngambe-Tikar, Ngoro, Elig Mfomo, Bondjock, Bibey et Obala.

La formation a été supervisée par Frédéric Bandon, Coordonnateur Technique en charge des Infrastructures à la Cellule Nationale de Coordination du PNDP à travers un appui technique riche et dense. Il a recommandé, au terme de cette formation, qu'un point d'honneur soit mis dans la gestion contractuelle des relations entre les différents acteurs et le respect des principes éthiques et de bonne gouvernance. ◆

Centre - Appropriation communautaire

Le PNDP évalue le niveau d'implémentation

Du 1er au 05 mars 2016, la Cellule régionale de Coordination du PNDP-Centre a initié, dans la commune de Mfou une mission d'évaluation de l'appropriation par les populations du processus de planification. Celle-ci a permis d'évaluer le déploiement du comité de suivi de la mise en œuvre du Plan Communal de Développement et le fonctionnement des Comités de concertation. Y prenaient part, le Sous-préfet de Mfou, le Délégué départemental du MINEPAT de la Mefou et Afamba, le Maire et ses collaborateurs, ainsi que les chefs de villages ciblés.

Les équipes se sont déployées dans une vingtaine de villages après sensibilisation des acteurs. Elles ont procédé à l'évaluation des tableaux des solutions endogènes et à la redynamisation des Comités de concertation.

A l'issue de cette mission, un nouveau visage du développement communautaire transparait à travers une nouvelle dynamique des communautés et la tenue effective des activités des Comités de concertation ainsi redynamisés. Il ne reste plus qu'à s'attendre à une véritable autopromotion des localités avec l'encadrement permanent de la commune. ◆

Centre - Formation

Le PNDP outille les communes

Une mission de la Cellule Régionale du PNDP-Centre s'est rendue, du 04 au 07 février 2016 au CEFAM de Buea à l'effet d'assurer la supervision et la clôture de la formation des Secrétaires Généraux des communes de la région du Centre. La session de recyclage de 22 Secrétaires Généraux de commune qui s'est tenue du 25 Janvier au 04 Février 2016 s'inscrit dans le prolongement d'une convention de partenariat entre le PNDP et le CEFAM qui a été signée en 2013 dans le cadre du renforcement des capacités des personnels communaux, à savoir les secrétaires généraux, les receveurs municipaux, les agents communaux, les maires et des acteurs de la décentralisation. De nombreux modules ont été abordés, au rang desquels : la décentralisation, l'organisation et le fonctionnement d'une commune, le contrôle de légalité, la fiscalité locale, le budget communal, la gestion des compétences et des ressources transférées, la mobilisation des ressources, la gestion du patrimoine communal, les techniques de recouvrement de recettes.

La mission du PNDP-Centre a pu s'entretenir avec les Secrétaires généraux et Receveurs municipaux du Nord et de l'Extrême-Nord, le Directeur, les formateurs et Cadres du CEFAM.

Les Secrétaires Généraux tout comme les receveurs, ont résolu de sensibiliser leur maires à venir se faire former au CEFAM pour un fonctionnement harmonieux de leurs communes. Ils ont salué la formation et estimé qu'elle était d'une importance capitale. ◆

Centre - Suivi-évaluation

Le PNDP actualise le progiciel Pro-ADP

Pour répondre au besoin d'appui au développement local, le Programme National de Développement Participatif s'est doté d'un Progiciel d'Aide au Développement (Pro-ADP) dont l'objectif est de produire une base de données pour chaque commune, la situation de référence et l'état des besoins avec une possibilité de mise à jour. Depuis son acquisition, il a été organisé une série d'ateliers dans le but d'imprégner et de former les différents utilisateurs.

Afin de veiller à une actualisation effective des bases des données par les Communes à travers le Pro-ADP, la Cellule Régionale du PNDP-Centre a organisé une rencontre de mise à jour de la base Pro-ADP, du 15 au 23 Mars 2016 à NkolAfamba. Autour du Délégué régional du MINEPAT pour le Centre, du Coordonnateur régional du PNDP, les 64 Communes dans lesquelles le PNDP intervenait jusque-là.

L'atelier qui avait pour objectif global *«harmoniser et actualiser les données du Pro-ADP des communes »* a permis à travers la présentation minutieuse des bases et des échanges divers, de vérifier l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Termes et du Plan d'Investissement Annuel ; faire le point sur les données GPS des microprojets de la 1ère phase et la 2ème phase ; mettre à jour les différentes bases de données des communes pour avoir une base régionale.

Au terme de celui-ci, le Délégué régional du MINEPAT, a exprimé sa satisfaction pour ce travail de fourmi. Il a également

encouragé l'équipe dans cet élan du travail bien fait pour le développement de notre pays. ◆

Centre - Mobilisation des ressources

Le PNDP renforce les capacités

Les Agents Communaux Financiers et responsables financiers de l'assiette fiscale de 64 communes de la région du Centre ont pris part, du lundi 04 au jeudi 07 Janvier 2016, à un atelier de renforcement des capacités sur les stratégies de mobilisation des ressources budgétaires dans les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Il s'est agi de renforcer leurs capacités, afin qu'ils soient à même de trouver des stratégies de mobilisation des recettes propres. Cet atelier de formation s'est déroulé en deux phases à savoir, un atelier pédagogique qui s'est tenu le lundi 04 janvier 2016, avec pour objectif d'examiner avec le consultant tous les modules prévus ; et l'atelier de formation proprement dit qui a eu lieu du mardi 05 au jeudi 07 janvier 2016.
Au cours des assises, il a été question, pour les acteurs de la décentralisation de la Région du Centre, de faire le point sur les difficultés liées à la gestion budgétaire des communes, de partager les expériences des uns et des autres et de proposer des solutions organisationnelles et techniques susceptibles de produire durablement les recettes nécessaires à l'émergence de la commune.

Outre les stratégies de mobilisation des ressources budgétaires des CTD, les travaux ont également consisté à faire un bilan de l'état des équipements mis à la disposition des communes par le PNDP, à évaluer la situation du logiciel SIM_ba, à faire le point sur l'état d'avancement des microprojets et sur les données GPS des microprojets de la deuxième phase dans le but d'optimiser l'exécution des activités et de permettre aux communes d'accéder aux capitaux. ◆

Littoral

Le PNDP suit les microprojets

4 étapes ont permis aux responsables régionaux du PNDP, de mener une descente de terrain afin d'évaluer les réalisations dans sept communes de la région du Littoral. Pour une action efficace, cette descente a nécessité une équipe conjointe PNDP-Ministère des Marchés Publics. Ils ont échangé avec les sectoriels des administrations publiques sur les microprojets du PNDP dans les communes. La mission a aussi permis de suivre et d'évaluer le niveau d'avancement technico-financier des travaux effectués par les entreprises engagées sur d'autres projets.

Après la réception technique ou provisoire de certains microprojets, les participants ont formulé des recommandations pour corriger les difficultés rencontrées dans la réalisation des microprojets. Ces recommandations portaient sur la situation administrative et la qualité d'exécution des travaux conformément aux normes en vigueur.

Les projets réceptionnés sont ceux bénéficiant du financement C2D. De même, il a été question d'appuyer les communes dans l'exécution de leurs plans de communication et suivre les Comités de gestion sur le terrain. Ces missions de terrain organisées entre le mois de janvier et février 2016 se sont déroulées dans les communes de Baré, Eboné, Dibombari, Nyanon, Dizangué, Pouma, Yingui, Mouanko et Ngwei. ◆

Littoral

PNDP assists Dibombari Council's community dialogue

No less than 75 persons got together on February 25 in Dibombari in the Moungo Division to mobilize inhabitants to champion the municipality's sustainable development cause. The gathering is an innovative approach instituted by the Dibombari Council's communication unit which seeks to make locals an integral part of its development vision. The initiative had its eyes on two potential results; share experiences and ignite community cooperation on the one hand and stir interest in development actors (leaders, industry heads, public and private sector investors, national, bilateral and multilateral funding and aid bodies, community stakeholders, academics and researchers etc) on the other. On hand to assist the community was the Thomas Hona, Senior Divisional Officer for Moungo, Olivier Beckack, head of the Littoral regional coordination unit and Chief Nguime Ekollo, Mayor of Dibombari Council. During the event a string of key themes were discussed ranging from the role of councils in grassroots development, social responsibility of enterprises, the communal development plan to land use plans and their effects on development. In all, the "village square" meeting served as a platform for the making of an enriching constructive diagnosis, bereft of political discourse, so that the council can better play its role as catalyst of lasting development for all. ◆

Littoral

Execution of small-scale projects assessed

The divisional delegates for the ministries of Public Works, Public Contracts and Water and Energy in Moungo, Nkam and Sanaga Maritime joined the PNDP's regional coordinator for the Littoral on March 28 to assess the execution rates of ongoing small-scale projects in the aforementioned divisions. The evaluation also brought together the mayors of Pouma, Ebone, Yabassi, Mouanko, Dizangue, Dibombari, Bare, Nkondjock, Yingui, Ndobian, Nyanon and Mombo as well as controllers for the projects in question. The appraisal involved 51 persons who reflected on the ongoing or already completed small-scale projects so as to find solutions to problems encountered and guarantee that objectives set by PNDP and its technical and financial partners will be attained by March 31. . ◆

Littoral - Microprojets

Réception provisoire dans certaines communes

Du 05 au 09 janvier 2016, l'équipe de la Cellule Régionale de Coordination du Littoral a effectué une mission de réception provisoire des microprojets dans les communes de Ngambé, Mombo, Penja et Loum. Cette descente de terrain s'est effectuée en compagnie des représentants des administrations publiques concernées, des contrôleurs, des prestataires et des responsables municipaux. La réception provisoire des ouvrages s'est faite au terme du contrôle de la qualité d'exécution des travaux, notamment le respect des normes en vigueur. Un autre volet de cette mission consistait à initier la clôture du C2D et de faire le point sur le pourcentage de consommation des délais des microprojets susceptibles d'être réceptionnés. ◆

Ouest - JIF 2016

Le PNDP joue sa partition

La Cellule Régionale de Coordination du PNDP dans la région de l'Ouest a organisé des manifestations pour la célébration de la 31ème édition de la Journée Internationale de la Femme (JIF).

Du sport et une conférence débat. Ce sont les deux articulations choisies par le comité d'organisation de la JIF 2016 à la Cellule Régionale de Coordination du PNDP-Ouest. En droite ligne du thème central « la parité en 2030 : l'égalité de sexes autonomisation de la femme, gagner le pari, surmonter les obstacles » Elisabeth Nzuno, Formatrice régionale a entretenu les participants réunis dans un hôtel de la place. De sa présentation, l'on apprend que si la femme n'est pas l'égale de l'homme, les deux doivent avoir les mêmes chances et droits pour s'épanouir sur tous les plans. Elle a tout de même reconnu que les femmes sont de plus en plus valorisées dans notre pays.

Toutefois, dans une sorte de proposition à l'amélioration continue de la situation de la femme au Cameroun, Mme Nzuno a souligné que les institutions, les politiques devraient œuvrer pour que le code de la famille soit finalisé et légalisé afin de servir de cadre légal à la valorisation de la famille et des droits de la femme. Enfin, Elisabeth Nzuno est revenu sur les obstacles à l'autonomisation de la femme. Elle a cité le poids des traditions, les discriminations diverses, notamment le refus de recruter les femmes mariées ou enceintes dans certaines structures sont autant de maux décriés.

Avant la tenue de cette conférence débat, le personnel du PNDP-Ouest accompagné de leur conjoint(e) a fait un break pour s'adonner à une marche sportive conduite par Martin Dupleix Demanou Sakam, Assistant au Formateur régional. En cette matinée du mardi 8 Mars 2016, les sportifs du jour ont arpenté l'itinéraire Cami Toyota de Bafoussam jusqu'à la décharge municipale située sur l'axe Bafoussam-Foumbot où des exercices de relaxation et de retour au calme ont été effectués. C'est par une soirée gastronomique que s'est achevée la célébration de la JIF 2016 à la CRC PNDP-Ouest. ◆

Plan Communaux de Développement

Le PNDP-Ouest fait le suivi

Une équipe de la Cellule Régionale de Coordination, constituée du Responsable Régional de la Formation et du développement des Capacités et de son assistant a effectué, au début du mois de février 2016, une descente dans 08 Communes de la Région de l'Ouest.

Ceci dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des solutions endogènes par les populations sous la conduite des Comités de Concertation. La descente visait aussi à évaluer la réalisation des microprojets, la mise en œuvre des actions programmées dans le Plan Communal de Développement (PCD) par le Comité de Suivi mis en place au niveau de la Commune, ainsi que des recommandations formulées au cours des précédentes descentes de terrain.

Deux articulations ont meublé cette activité, à savoir une séance de travail à la Commune avec le Comité de Suivi, une descente sur le terrain auprès d'un Comité de Concertation (CC) et d'un Comité de Gestion (COGES).

Les 40 Communes de la région de l'Ouest, avec l'appui du PNDP ont élaboré chacune leur PCD. Au terme du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV), un tableau de planification opérationnelle et stratégique a été élaboré par les populations et un Comité de Concertation (CC) a été mis sur pied dans chaque village pour le suivi de la mise en œuvre, mis sur pied dans chaque village. Au niveau communal un

Comité de Suivi (CS) de la mise en œuvre du PCD a été créé. Ainsi, l'équipe a pu se rendre compte du niveau d'appropriation du processus de planification locale par les Communes et communautés, de l'état de fonctionnalité des structures communales (CS) et communautaires (CC, COGES), du niveau de mise en œuvre des solutions endogènes et de l'opérationnalisation des ouvrages.

L'un des objectifs du Programme est de s'assurer de l'opérationnalisation de ces structures en vue de la fonctionnalité et la pérennisation des ouvrages réalisés sur le terrain.

Au terme de la mission, qui marque le début d'une série de descentes pour toutes les communes de la région de l'Ouest, des recommandations ont été formulées pour un meilleur fonctionnement de ces différentes structures. ◆

North West - Local economy

PNDP support to Mbengwi, Santa and Njinikom Councils

On the 18th and 19th February 2016, three ceremonies of provisional acceptance of PNDP micro-projects with councils were successively organized in Mbengwi, Santa and Njinikom councils. In Mbengwi Council the project is about the "Rehabilitation of 117 sheds in Mbon market", with a total cost of 39,219,544 FCFA. The council contribution was 10,000,000 FCFA and the PNDP contribution was 29,219,544 FCFA. The project received in Santa Council is about the "Rehabilitation of fon's palace Baligham-Baligham/ Bangam boundary farm to market road (7,4 km) and construction of 02 culverts". The total cost of this projects is about 30,966,401 FCFA, with a Council contribution of 3,096,640 FCFA and the PNDP contribution was 27,869,761 FCFA. In Njinikom Council we had an acceptance of three micro-projects, "Construction of 04 blocks of 26 sheds, a hanger with 24 sale stands in Baingeh market, Njinikom council", "Construction of a block of VIP toilet with 06 squatting holes in Baingeh market, Njinikom Council area", "Connection of water supply in Baingeh market, Njinikom council area." The total cost of the three projects was 88,578,080 FCFA, with a Council contribution of 13,182,563 FCFA and the PNDP contribution was 75,395,517 FCFA. The key stakeholders involved in these ceremonies were the Mayors as Project owners, the PNDP team represented by the Regional Coordinator, the Infrastructure Engineer, the Capacity Building officer, the Monitoring and Evaluation officer and the Socio-Environmentalist. The Contracting authority and Engineer was respectively represented by the Divisional Delegations of MINMAP and MINTP. In all the three sites, a general appreciation was openly expressed by the Mayors and the direct beneficiaries. Through these three projects the socio-economic impact is certain in the areas concerned. Particularly the Markets in Mbengwi and Njinkom will directly improve the level of incomes. In Santa, the road rehabilitated is already enabling sand exploitation which is generating incomes to the council. These micro-projects completed will certainly boost the local economy of Santa, Mbengwi and Njinikom areas. The PNDP Regional Coordinator advised the Councils and the populations to make good use of these realizations, and ensure their maintenance and sustainability as required. ◆

South West

Market Management Commission members trained

From February 8 to 13, 2016 management commissions from seven municipalities in the South West where ten markets were constructed received training on how to sustainably run the newly acquired infrastructure. The assembly of the commission members from Misselele in Tiko, Yoke in Muyuka, Difenda in Dikome Balue, Esaweh in Alou, Afab in Eyumojock, Okoyong, Nchang, Bachuo Ntai in Mamfe and Manyemen in Nguti also served as occasion for the regional coordination unit for the South West to assess how well the infrastructure was being used as well as the committee's previous work.

Again, the gathering helped place a finger on the reasons why some of the markets were not being used and why some of the commissions functioned poorly. Such data allowed for specific commissions and their corresponding municipalities to be given customized counsel which mainly entailed spurring them to more activity. Such counsel was contained in a set of recommendations and an organizational blueprint for the markets for the attention of the commissions. ◆

South West

SIM_ba skills assessed in Dikome Balue and Tombel

For six days, March 21 to 26, 2016 secretaries general, municipal treasurers and Council finance agents from Dikome Balue and Tombel received deepened their knowledge on the use of the SIM_ba system. The support and evaluation mission on the use of the system was steered by the regional coordination unit propped by the AIMF's SIM_ba expert and the Pay Master General for the region.

They sought to assess how well the municipalities had appropriated use of the software, pick out technical, administrative and organizational issues encountered while using it, and formulate recommendations to elaborate a plan of action for better use of the software. Practical sessions involved verifying whether software installed in the municipalities' computers were functional, how much data had been entered, corrections in case there were any to be made, an analysis of difficulties encountered and a preparation of a set of recommendations. ◆

Sur la CRTV Télé dès 16H00, le 2ème jeudi du mois

Vous avez RENDEZ-VOUS avec LAZARE ETOUNDI dans « GOUVERNANCE LOCALE »

52 minutes de débats, de vox pop et de reportages sur la vie des communes camerounaises

Vos réactions et suggestions sont recueillies aux adresses suivantes :
zenu.network@gmail.com
akamdem@pndp.org

Une coproduction :

PNDP

Zenü Network

CAMEROUN

COMPRENDRE pour mieux exécuter le BIP 2016

Tableau 1: Evolution du Budget de l'Etat (en milliards de FCFA)

	Exercice 2013		Exercice 2014		Exercice 2015		Exercice 2016	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	3 729,3	3 236,0	3 452,3	3 312,0	4 160,2	3 992,6	**4 872,9**	**4 234,7**
BIP en volume	1450,3	957,0	1140,3	1 000,0	1 413,5	1 246,0	2 151,7	1 525,8
Part du BIP sur le Budget Global	38,9%	29,6%	33,0%	30,2%	34,0%	31,2%	44,2%	36,0%

Source : MINEPAT/DPIP

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2016, est de FCFA 2151,7 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1525,8 milliards en Crédits de Paiement. Ainsi, ce BIP qui connait en Crédits de Paiement une progression de 22,5%, porte la part du BIP au budget global à 36% contre 31,2% en 2015, soit un accroissement de 4,8 points.

Tableau 2 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)

Source de Financement	2013	2014	2015	2016	Variation 2013 - 2016
Ressources Internes (RI)	676,0	709,0	725,0	1 000,8	38%
RIO	646,0	688,0	697,2	578,0	-17,1%
RIS (C2D)	30,0	21,0	27,8	27,8	0,0%
PLANUT			30,0	275,0	816,7%
CAN			66,0	120,0	81,8%
Ressources Externes	**281,0**	**291,0**	**425,0**	**525,0**	**23,5%**
Total	**957,0**	**1 000,0**	**1 246,0**	**1 525,8**	**22,5%**

Source : MINEPAT/DPIP

Tableau 3 : Répartition des CP du BIP par Secteur (en milliards de FCFA)

Secteurs	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Poids relatif dans le BIP 2016 (en %)
Souveraineté	38,2	47,2	60,5	28,2	1,8
Défense et sécurité	14,5	14,6	9,2	49,5	3,2
Administration générale et financière	64,1	68,9	61,0	40,9	2,7
Enseignement, formation et recherche	58,1	66,9	71,8	60,6	4,0
Communication, culture, loisir et sport	14,8	17,6	16,9	5,0	0,3
Santé	71,5	76,5	107,0	132,5	8,7
Affaires sociales et emplois	13,7	18,9	17,3	15,2	1,0
Infrastructures	428,1	464,0	602,7	981,8	64,3
Production et commerce	105,6	117,0	161,6	152,0	10,0
Dépenses communes	**148,4**	**108,4**	**78,1**	**60,3**	**4,0**
Total	**957,0**	**1 000,0**	**1 246,0**	**1525,8**	**100,0**

Source : MINEPAT/DPIP

BIP : Budget d'Investissement Public
AE : Autorisation d'Engagement
CP : Crédit de Paiement
RIO : Ressources Internes Ordinaires
RIS : Ressources Internes Spéciales
PLANUT : Plan d'Urgence Triennal
CAN : Coupe d'Afrique des Nations

Une publication du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
B.P. 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél. (237) 222 220 922 - Fax: (237) 222 236 607